lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

40 ans après le début de sa lutte pour l'indépendance

LE PEUPLE ALGÉRIEN ENTRE DICTATURE MILITAIRE ET TERRORISME INTÉGRISTE...

ET TOUJOURS SOUS LA DOMINATION DE L'IMPÉRIALISME !

M 6189 - 1374 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1374 - 4 novembre 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

40 ans après le début de sa lutte pour l'indépendance,

LE PEUPLE ALGÉRIEN ENTRE DICTATURE MILITAIRE ET TERRORISME INTÉGRISTE... ET TOUJOURS SOUS LA DOMINATION DE L'IMPÉRIALISME !

Ce 1er novembre 1994 a eu en Algérie une odeur de sang ; l'attentat de Mostaganem a fait cinq morts et de nombreux blessés parmi de jeunes enfants, des scouts algériens qui participaient à une cérémonie commémorant, justement, le 1er novembre 1954 qui marqua le début de la lutte pour l'indépendance nationale contre le colonialisme français.

A quarante ans du début de cette lutte, l'Algérie semble plonger dans l'abîme. Chaque jour apporte son lot de meurtres, qu'il s'agisse d'intellectuels ou de journalistes, ou simplement de gens du peuple n'acceptant pas la dictature des commandos intégristes, de femmes refusant de se plier aux diktats de ceux qui voudraient les forcer à porter le voile, à rester cloîtrées et soumises.

Face à cela, la population algérienne ne trouve que le pouvoir des militaires, c'est-à-dire une autre forme de dictature qui, de surcroît, s'avère en fait incapable de la défendre contre l'emprise croissante de l'intégrisme. Ses méthodes ne sont d'ailleurs pas pour rien dans les assassinats quotidiens, y compris peut-être dans l'attentat de Mostaganem dont militaires et intégristes s'accusent mutuellement.

Il y a ainsi dans le bruit des bombes de Mostaganem comme un glas symbolique de ce qu'ont pu être pendant des années les espoirs du peuple algérien.

Pour celui-ci, la lutte a été dure ; elle lui a coûté, on oublie trop aujourd'hui de le rappeler, près d'un million de morts et huit ans de guerre avant que le colonialisme français, engagé dans une répression féroce, ne se résigne à reconnaître l'indépendance. Et pourtant cette indépendance semble se solder aujourd'hui par un bilan désastreux.

Abattre le colonialisme français qui régnait en maître en Algérie était indispensable, et la lutte du peuple algérien pour l'indépendance méritait et exigeait la solidarité, ici en France, de tous les travailleurs, de tous les militants de gauche, de tous ceux que l'oppression indignait. Et s'il y a une chose à regretter, c'est plutôt que cette solidarité ait été à l'époque bien chiche, en tout cas de la part des directions des partis et syndicats prétendant représenter la classe ouvrière. Bien pis même puisqu'on vit le Parti Socialiste de Guy Mollet déchaîner la guerre, le Parti Communiste lui voter les pleins pouvoirs, et un Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur et qui ne se disait d'ailleurs pas encore de gauche, proclamer la nécessité d'une répression sans faille.

Mais l'indépendance nationale ne peut offrir d'issue par elle-même, ni en Algérie ni ailleurs. Elle peut même n'aboutir qu'à changer la couleur ou le drapeau au nom desquels s'exerce l'oppression. Avec à sa tête des bourgeois, des politiciens et des militaires bien autochtones et désormais bien satisfaits de leur sort, la population algérienne restait prisonnière de ce monde dominé par l'impérialisme, par ces quelques grandes puissances – dont la France –, ces empires financiers, ces trusts pétroliers ou autres qui régentent la planète en fonction de leurs seuls profits et qui l'enfoncent dans un chaos économique sans issue.

L'Algérie est donc restée un pays pauvre et dépendant, où le pouvoir a pris comme dans tant d'autres pays du Tiers Monde la forme d'une dictature militaire. Au point qu'au moment où l'impasse économique a accéléré le discrédit et la décomposition de cette dictature, l'intégrisme islamique a pu se présenter comme une alternative politique – même si en réalité il ne promet qu'une dictature encore pire, grosse de terribles reculs sociaux.

La libération nationale ne suffit pas car le système impérialiste est sans issue, sans issue autre en tout cas que le combat pour la libération sociale, pour abattre la domination de ce système à l'échelle de la planète. C'est ce que démontre la situation tragique de l'Algérie trente-deux ans après son indépendance, mais on pourrait en fait en dire autant de tous les pays dits du Tiers Monde.

Bien sûr, on peut et on doit attribuer la responsabilité politique de ce bilan aux choix des nationalistes algériens qui déclenchèrent la lutte il y a quarante ans en entendant justement la limiter à la conquête de l'indépendance, c'est-à-dire d'un Etat et d'un pouvoir qui soient ceux des bourgeois algériens, qui n'appelèrent les masses au combat qu'à condition de limiter là leurs revendications et leurs exigences et de reporter les objectifs sociaux à un futur indéterminé.

Mais en réalité la première responsabilité est celle de ces dirigeants de la gauche française qui se sont alignés sur les intérêts des colonialistes français contre les masses algériennes – exactement d'ailleurs comme, ici en France, ils s'alignent sur les intérêts des bourgeois contre la classe ouvrière qu'ils prétendent représenter. C'est eux qui ont rejeté le peuple algérien dans ce qui s'est avéré une impasse, et qui continuent d'ailleurs d'y contribuer aujourd'hui dans la mesure où ils exercent des responsabilités.

C'est pourquoi en réalité l'impasse de l'Algérie d'aujourd'hui est aussi la nôtre. C'est celle d'un monde capitaliste en crise profonde que même les partis se proclamant encore socialiste et communiste ont depuis longtemps renoncé à transformer, remplaçant les idéaux de révolution sociale dont ils se réclamaient par une soumission et une gestion serviles des intérêts des classes dominantes. Au point que les intégristes d'ici, les Le Pen ou les De Villiers et leur démagogie de bas étage, peuvent paraître plus opposés au système que cette gauche qui n'en finit pas de renier ses propres idées. Et pourtant ceux-là ne nous promettent pas un plus bel avenir que celui que promettent les intégristes en Algérie. C'est le même : celui de la réaction, de l'obscurantisme, des massacres et de la guerre.

Transformer la société, renverser la bourgeoisie et le système impérialiste de plus en plus décadent qui nous étouffe, il n'y a pas d'autre issue : ni pour les masses algériennes, ni pour la classe ouvrière ici, en France, et dans les pays dits développés. Et si, selon le mot de Marx, les prolétaires de tous les pays n'apprennent pas à s'unir dans la même lutte, ils s'exposent à voir les intégristes de tous les pays, dans leurs différentes variantes, les entraîner dans la catastrophe.

LE GÉNÉRAL-PRÉSIDENT PROMET À LA FOIS ÉLECTION ET RÉPRESSION

Ph. J.-M. Turpin / Gamma

Le général-président Zéroual.

Mardi 1er novembre, jour de la commémoration en Algérie du déclenchement par le FLN, le 1er novembre 1954, de la guerre d'indépendance, une bombe a explosé dans le cimetière de Mostaganem au moment de la cérémonie de commémoration, tuant cinq enfants qui participaient à la cérémonie, et en blessant dix-sept autres. C'est le deuxième attentat aveugle à la bombe, en plein milieu d'un rassemblement, après l'attentat en juin dernier lors d'une manifestation anti-islamiste à Alger.

L'ANNONCE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le gouvernement algérien semble, lui, souffler le chaud et le froid. Le 29 octobre, devant les leaders des partis politiques, tout au moins de ceux qui avaient accepté de venir, le chef de l'État, le général Zéroual s'est déclaré déçu du dialogue avec les intégristes. Les deux principaux chefs du FIS (Front Islamique du Salut), sortis de prison depuis le mois de septembre pour être placés en liberté surveillée dans un lieu où ils peuvent contacter et recevoir qui ils veulent, n'ont pas, dit-il, respecté leur promesse d'appeler à une trêve de la violence. Pire, l'un d'entre eux, Benhadj, inciterait les groupes armés à poursuivre la lutte armée.

Le lendemain, le chef d'état-major de l'armée, le général Lamari, qui a la réputation d'être un "dur" de la répression, recevait une nouvelle promotion.

Au soir du 31 octobre, dans son discours télévisé destiné à célébrer l'anniversaire du 1er novembre 1954, le général Zéroual a annoncé qu'une élection présidentielle serait organisée avant la fin de l'année 1995. Un jour donc l'Algérie irait vers une accentuation des attentats et de la répression, le lendemain elle irait vers la démocratie.

Rien ne dit que l'élection promise puisse réellement se tenir. Il est même difficile de savoir si Zéroual l'annonce pour donner à la population algérienne l'illusion d'avoir une solution à la crise, ou pour rassurer les gouvernements des grandes puissances qui le pressent de trouver un compromis avec les islamistes. Quant à l'accentuation de la répression, et la promotion du général "éradicateur" (surnom de ceux qui veulent la guerre à outrance avec les islamistes), elle peut tout aussi bien être liée à la poursuite des marchandages qu'à un infléchissement de la politique de Zéroual en faveur de celle de Lamari, tant il est vrai que le compromis qui sortirait de négociations, s'il en sortait un, serait avant tout fonction du rapport de force.

En réalité, le pays ne cesse de s'enfoncer de plus en plus dans cette nouvelle "guerre d'Algérie", entre pouvoir actuel et islamistes, une guerre que l'armée pour l'instant est incapable de gagner, et que le subterfuge d'un semblant d'élection ne pourrait pas plus arrêter.

DES "DÉMOCRATES" QUI CAPITULENT D'AVANCE

Ceux qui se disent les "démocrates" algériens, chefs des divers partis politiques de la bourgeoisie ou petite-bourgeoisie algérienne se contentent de chercher à se placer pour l'avenir, tout en laissant, de fait, le sort de l'Algérie se régler par les armes. Car pour faire de tous ceux qui ne veulent ni du pouvoir des généraux, ni de la dictature des imams (s'appuyant elle aussi sur l'armée) une force, pour les mobiliser, il faudrait leur donner un autre espoir d'avenir que la misère et le chômage, cette misère et ce chômage dont se sont tant servis les démagogues islamistes pour bâtir leur popularité et trouver des troupes. Mais c'est bien de gérer la même crise, de gouverner au service de la même couche privilégiée algérienne et des mêmes banques mondiales, que rêve le monde des "démocrates", aussi bien les industriels "modernistes"" dirigeants des grandes entreprises d'État dont ils s'affairent aujourd'hui à réduire les effectifs pour les rentabiliser et les préparer aux privatisations prévues, que les politiciens bien vus de l'Occident, comme un Aït-Ahmed ou un docteur Saïd Sadi, les deux leaders politiques de la Kabylie notamment.

La façon dont leurs deux partis respectifs, FFS et RCD, ont volontairement mobilisé leur base cet automne par le biais du MCB (mouvement culturel berbère), cet automne exclusivement sur le terrain de la langue régionale, est caractéristique de leur politique. Car ils ont effectivement, eux, une base, des dizaines, des centaines de milliers de personnes qui sont allées à plusieurs reprises manifester dans les diverses villes de Kabylie cet automne, qui ont participé massivement aux journées de grèves ou refusé d'envoyer leurs enfants à l'école.

Or, ceux qui ont jusqu'à aujourd'hui manifesté aussi massivement en Kabylie, l'ont fait également pour montrer leur opposition, à la fois au régime et aux islamistes. La langue était une occasion, mais pas la seule raison. Les causes de leur mécontentement, de leurs inquiétudes sont aussi, comme partout ailleurs en Algérie, la baisse du niveau de vie, la difficulté de trouver un logement, le chômage, l'inquiétude face à la montée de la violence intégriste. C'est cela, et non le régionalisme, qui aurait permis de marquer des points face au FIS. Car la force mobilisée en Kabylie aurait pu contribuer à redonner espoir à tous ceux, d'un bout à l'autre du pays, qui ne veulent d'aucune dictature, les amener eux aussi à manifester leur mécontentement, mettre en avant leurs revendications, bref relever la tête. Mais cela à condition de ne pas se mobiliser uniquement sur le terrain du régionalisme, auquel FFS et RCD ont choisi sciemment de limiter la protestation, et de montrer que leur combat pouvait devenir celui de l'ensemble des masses algériennes.

Dans un pays aussi profondément touché par la crise économique, les possédants ne peuvent gouverner que par une forme de dictature. Les représentants des grandes puissances le savent bien qui, après avoir souhaité que l'armée algérienne vienne à bout des islamistes, prêchent aujourd'hui une alliance des casernes et des mosquées.

C'est pourquoi la lutte pour des droits démocratiques, même seulement celle-là, est de fait indissociable de la lutte sociale. Les partis bourgeois-démocrates, qui ne conçoivent le combat que sur des terrains socialement sans danger pour la bourgeoisie, ne la mèneront jamais. Il n'y a que le mouvement ouvrier qui pourra le faire, en même temps qu'il luttera contre l'exploitation.

Olivier BELIN

LUTTE DE CLASSE

de Septembre-Octobre (n° 10)

est parue

Au sommaire :

- **35 ans après la victoire de la révolution castriste :** ***Cuba de nouveau seule face à l'impérialisme.***
- **Haïti après le débarquement américain.**
- **Deux conférences sur l'unité de la Caraïbe.**
- **Russie :** ***dissolution du pouvoir, recul économique, privatisations.***
- **Turquie :** ***crise économique et sociale, guerre au Kurdistan, l'impasse du gouvernement Ciller.***

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

aura pour thème :

CUBA, 35 ans après la révolution castriste

Vendredi 18 novembre à 20 h 30

Salle de la Mutualité

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

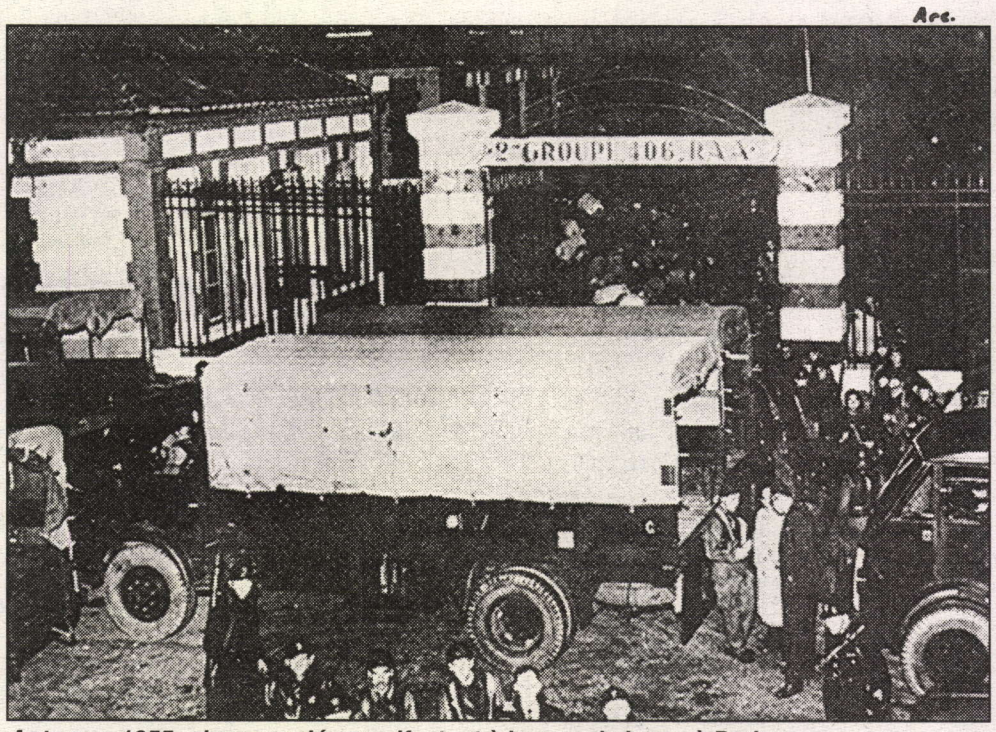
Le Parti Communiste Français et la guerre d'Algérie

COMMENT REPEINDRE EN ROSE SA PROPRE HISTOIRE

Avec en surtitre *Un demi-siècle de solidarité active* et en titre *Au temps de l'Algérie de papa*, *L'Humanité* du lundi 24 octobre a publié un article sur la solidarité active que prétendent avoir manifestée le PCF et les JC à l'encontre des peuples colonisés et, en premier lieu, le peuple algérien, notamment pendant la guerre d'Algérie commencée, il y a 40 ans, le jour de la Toussaint.

Dans la même veine, le 1er novembre 1994, *L'Humanité* évoquait la politique du PCF dans l'armée d'Algérie : *"Durant toute la guerre d'Algérie, des journaux clandestins ont appelé les soldats à la lutte (...) pour mettre fin à l'aventure coloniale."*

S'il fallait le croire, quarante ans après, le PCF aurait donc combattu, *"à contre-courant"*, dans cette période. Tout cela n'est qu'une reconstruction mensongère de ce que fut alors la politique du PCF.



Automne 1955 : des rappelés manifestent à la gare de Lyon, à Paris.

Oublié le fait que le PCF était lui-même au gouvernement lors de la répression de Sétif en 1945 et qu'en ce temps-là, les militants algériens partisans de l'indépendance n'étaient pour lui que des *"tueurs hitlériens"* qui méritaient bien les bombes que leur lança l'aviation française...

Oublié aussi qu'en 1946, trois ministres communistes, Thorez, Billoux et Marcel Paul, déposèrent un projet de loi qui proposait de considérer l'Algérie comme *"partie intégrante de la France"*. L'Algérie française, en quelque sorte...

Et quand la guerre commença à la Toussaint 1954, la direction du PCF dénonça dans l'action du FLN, *"des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes"*.

Le 20 août 1955, le gouvernement rappela environ 60 000 réservistes. A l'automne eurent lieu les premières manifestations de rappelés. Des militants des JC, des JS ou de la JOC en furent immédiatement partie prenante. Que firent les organisations de gauche ? Elles reprirent leurs jeunes troupes en mains. Guy Mollet fit retirer les Jeunesses Socialistes. La JC lui emboîta le pas, suivie bientôt par la JOC.

Car l'important pour les deux partis de gauche était ailleurs. On était, en effet, à quelques mois des élections législatives de janvier 1956, qui virent la victoire du Front Républicain, conduit par Guy Mollet. Il prétendait réaliser la paix en Algérie. Mais, dès son discours d'investiture, il déclara sa volonté d'intensifier la guerre. Et le 28 février, il réclama des "pouvoirs spéciaux"... que le PCF, soucieux de montrer son soutien à la politique colonialiste de la bourgeoisie française, s'empressa de lui voter.

Et Mollet intensifia la guerre en y envoyant le contingent. En mai 1956, des soldats du contingent rappelés en Algérie manifestèrent et arrêtèrent des trains dans de nombreuses villes. Le mouvement était bien plus profond qu'à l'automne 1955 mais il ne reçut aucun soutien de la direction du PCF.

Aujourd'hui, *L'Humanité* reprend à son compte la lutte d'Alban Liechti, jeune communiste condamné en 1956 à deux ans de prison, mais à l'époque le PCF attendit quatorze mois avant de protester.

Les députés du PCF attendirent la fin du mois de juillet 1956 pour voter contre les crédits affectés à la poursuite de la guerre d'Algérie. Mais pour tous les jeunes qui avaient manifesté leur révolte contre la guerre d'Algérie et qui s'étaient sentis trahis par le vote du Parti, il était trop tard : ils étaient déjà en Algérie, dispersés au sein des unités militaires.

Et le PCF continua, longtemps encore, de garder un profil bas sur l'Algérie. En octobre 1960, il refusait encore de s'associer au syndicat estudiantin l'UNEF qui avait pris l'initiative de manifester contre la guerre d'Algérie. Même à ce moment-là, le PCF n'était pas à l'initiative de la lutte contre le colonialisme ! Il fallut attendre la fin de l'année 1961 pour que le PCF manifeste franchement contre la guerre, à peine six mois avant la fin de celle-ci, mais il était clair alors que la bourgeoisie française elle-même négociait avec le FLN.

Voilà de quelle manière, contrairement à la légende qu'il tisse aujourd'hui, le PCF ne soutint ni la lutte du peuple algérien pour son indépendance ni les soldats du contingent qui auraient voulu s'opposer à cette sale guerre coloniale !

Jacques FONTENOY

Delors, Cresson et compagnie

PARIS - BRUXELLES ET RETOUR

A Bruxelles, on assiste ces jours-ci à un chassé-croisé de politiciens européens. Certains s'apprêtent à partir, tel Jacques Delors, président en titre de la Commission européenne (qui fait office de gouvernement de l'Union européenne). D'autres arrivent, tels – pour la France – le balladurien Yves Thinault de Silguy et, comme il faut bien préserver l'équilibre, la "socialiste" Edith Cresson.

Cette dernière va faire son entrée à la Commission avec la charge du Développement, de la Recherche, de l'Education, de la Formation et de la Compétitivité. Ouf, c'est un peu long, mais son palmarès ne l'est pas moins : elle a été de tous les ministères "socialistes" sous Mitterrand. Après avoir été Premier ministre en 1991, elle retrouva son poste à la direction de Schneider, ayant déjà passé la première cohabitation comme PDG de Schneider Industries Service International.

C'est ce qui s'appelle la continuité : dans le privé, elle sert et a servi les mêmes intérêts que ceux qu'elle et ses collègues défendaient au gouvernement. A Bruxelles, elle a d'ailleurs annoncé la couleur. Dans un communiqué conjoint avec le futur commissaire (allemand) aux Affaires industrielles, elle a annoncé qu'elle travaillerait à *"lancer des projets d'intérêt commun industriels"*. Les Schneider, Krupp et autres n'avaient aucun souci à se faire, mais voilà qui le leur confirme !

A en croire la presse, lors des âpres tractations sur les compétences à se partager entre futurs commissaires européens, ladite Cresson aurait refusé le poste de chargée des relations avec l'Afrique que lui proposait le luxembourgeois Jacques Santer, futur remplaçant de Delors. *Le Figaro* écrit même qu'*"elle l'aurait décliné en s'exclamant : « Ah non, pas les nègres ! »"*. Si c'est vrai, ce ne serait malheureusement pas étonnant de la part de cette "socialiste" qui se vantait, comme Premier ministre, d'expulser plus d'Africains que Pasqua avec son charter pour le Mali.

Pas de doute, la bourgeoisie française aura à Bruxelles, en la personne de Cresson, une représentante digne d'elle... jusqu'au racisme et à la bêtise coloniale qui l'imprègnent encore. Si elle n'en a *"rien à cirer"*, c'est donc bien parce qu'elle en tient une couche.

P. L.

JACQUES DELORS OU UNE BELLE CARRIÈRE D'HOMME POLITIQUE BOURGEOIS

Gamma

Il semble acquis maintenant que Jacques Delors sera le prochain candidat du Parti Socialiste aux présidentielles, même s'il se refuse encore à toute déclaration officielle dans ce sens, arguant qu'il attend la fin de son mandat européen à Bruxelles.

Né en 1925, dans une famille de petits bourgeois catholiques, entré à la Banque de France à vingt ans, en 1945, Delors a grimpé assez vite les échelons, à l'aide de concours internes et d'examens. Il est passé par la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), le MRP, le grand parti catholique "du centre" qui au lendemain de la guerre rassemblait en fait toute la droite, avant d'adhérer à la CFTC, la centrale syndicale chrétienne, dont il devint l'un des "experts" et qu'il représenta au Conseil Économique et Social de 1959 à 1961. C'est alors la création de Citoyens 1960, le premier de la série de clubs fondés par Delors.

De la CFTC au cabinet de Chaban

Delors est de ceux qui ont fait de la CFTC, inféodée à l'épiscopat français et au Vatican, la plus moderne CFDT, ce qui ne l'empêcha pas de rester un bon catholique pratiquant, traité il y a encore peu par des courants du Parti Socialiste de *"grenouille de bénitier socialiste"*. En 1962, lorsqu'on lui proposa une place de haut fonctionnaire au commissariat au Plan, il devint, à 36 ans, dit-il, ce qu'il *"voulai(t) être : un grand commis de l'État"*.

Le commis est "raisonnable", et les délégués patronaux l'écoutent, paraît-il. On lui demande un rapport sur les Charbonnages de France, au moment de la grande grève des mineurs de 1963.

Il se rapproche de la gauche (six mois au PSU en 1960, soutien à Mitterrand en 1965...) : on lui fait comprendre qu'il vaut mieux qu'il ne se marque pas trop avec l'opposition. Il renonce à la présidence de son club ; et en 1969 Chaban-Delmas, alors Premier ministre du tout nouveau président Pompidou, le prend comme conseiller technique. Jacques Delors devient alors le défenseur de ce qui allait être baptisé la "Nouvelle Société". Il s'agissait pour le gouvernement Chaban-Delmas, avec ce slogan, de se donner un vague visage social. Delors revendique aujourd'hui la paternité de mesures comme la mensualisation des ouvriers (ce qui en fait ne changea pas grand-chose), la formation professionnelle, et surtout les "contrats de progrès": en échange de l'acceptation par les syndicats d'une limite au droit de grève, une hausse des salaires, qui devait plus ou moins suivre la hausse des prix, serait automatiquement prévue dans les accords. D'emblée, FO, la CFTC et des syndicats de cadres signèrent ces accords. Le premier fut celui de l'EDF, en décembre 1969.

Pendant trois ans, jusqu'en 1972, dans le cadre d'une équipe gouvernementale de droite, Jacques Delors s'est donc rodé à l'art de présenter une politique au service des patrons et des spéculateurs dans un emballage "social". Il s'est aussi rodé à se faire des amis dans tous les milieux... patronaux et de droite, et à les garder. Ainsi, il aurait conservé de cette époque une grande estime avouée pour Raymond Barre, lui aussi membre du cabinet de Chaban-Delmas, payée de retour dit-on.

Après sa sortie du gouvernement, Delors mit en route un nouveau club : l'association Échanges et projets, lancée en 1973, où se retrouvaient des hauts fonctionnaires, des syndicalistes ou plutôt d'anciens syndicalistes CFTC et des patrons. Entre 1979 et 1981, cette association fut même présidée par l'ancien préfet de police Maurice Grimaud, celui même qui s'était rendu célèbre en 1968....

Du PS au gouvernement

Jacques Delors, devenu professeur d'économie à la faculté Dauphine, put aussi manifester de nouveau ouvertement son soutien à Mitterrand. En novembre 1974, il adhéra au Parti Socialiste et devint aussitôt le conseiller de Mitterrand pour les affaires économiques et sociales. Et c'est fort logiquement que, en mai 1981, quand Mitterrand fut élu à la présidence de la République, Delors devint, sous le gouvernement Mauroy, le premier ministre "socialiste" de l'Économie et des Finances.

Mécontent de ce que Mitterrand l'ait flanqué d'un de ses protégés, Laurent Fabius, comme ministre du Budget, il devait dire plus tard au journaliste Alain Rollat qu'il avait *"accepté parce que la gauche était au pouvoir pour la première fois depuis 1936 et qu'il ne fallait pas manquer cette occasion de réhabiliter la gauche aux yeux de ceux qui pensaient qu'elle avait du cœur mais n'était pas gestionnaire"*; bref, il s'estimait nécessaire... pour montrer à la bourgeoisie que la gauche était une bonne gestionnaire du système capitaliste.

Delors tout de suite refusa d'afficher une quelconque rupture, même de façade, avec le précédent gouvernement de droite, en s'interdisant de remplacer nombre d'hommes très marqués à droite, comme Renaud de la Genière à la tête de la Banque de France.

Pour une politique de "rigueur" contre la classe ouvrière

La politique qu'il mena ensuite comme ministre, de 1981 à 1984, est évidemment indissociable de celle du gouvernement socialiste — à participation communiste, on a tendance à l'oublier aujourd'hui ! – qui, après une courte période d'un an à peine, s'est engagé carrément dans la politique anti-ouvrière qui a été la sienne jusqu'à aujourd'hui. Jacques Delors s'est cependant signalé comme celui qui, avant les autres, a demandé "la pause", c'est-à-dire l'arrêt des quelques mesures en faveur de la classe ouvrière, sous prétexte que les caisses de l'État étaient vides, et en 1983 l'application de la politique de "rigueur", une rigueur destinée à la classe ouvrière, puisqu'il s'est agi entre autres de casser tous les contrats collectifs qui prévoyaient une indexation des salaires sur les prix et de renforcer les subventions au patronat.

Jacques Delors a quitté le gouvernement en 1984. Il fut alors nommé président de la Commission Européenne. Avant de gagner son poste, il eut le temps de fonder un autre club, le plus "sélect" d'après *Le Monde,* le Club Clisthène, s'appuyant sur des experts qui avaient fréquenté le ministère de l'Économie sous Delors, autour de Jean Peyrelevade, aujourd'hui président du Crédit Lyonnais, et de Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan. Ce club, toujours d'après *Le Monde*, continuerait à se réunir un samedi par mois.

Les dix années passées depuis à Bruxelles ont eu l'avantage de faire apparaître aujourd'hui Jacques Delors comme un homme d'une part relativement détaché des péripéties politiciennes françaises et d'autre part reconnu par une partie du gratin international des affaires et de la politique. Il ne lui reste plus maintenant qu'à convaincre une partie de la droite française qu'il ferait un meilleur président que Balladur, ce à quoi s'emploient les clubs Démocratie 2000 animés par les "quadra" du Parti Socialiste, des écologistes comme Mamère, etc. – et aussi un certain nombre d'hommes politiques de droite !

En tout cas, Jacques Delors est sans doute, de tous les candidats possibles de "la gauche", celui qui peut apparaître comme le plus crédible et rassurant aux yeux de la bourgeoisie. Voilà donc l'homme politique pour lequel le Parti Socialiste, et sans doute le Parti Communiste au deuxième tour, s'apprêtent à nous demander de voter, en nous disant que cela vaut quand même mieux que la droite... Un homme pourtant sur lequel, pour les travailleurs, aucune illusion n'est permise.

Sylvie FRIEDMAN

Sécurité sociale

ILS PRÉVOIENT DE NOUS FAIRE PAYER ENCORE PLUS

Gamma

Plus de 100 milliards de déficit pour les deux années 1994-1995 pour la Sécurité sociale : telles sont les prévisions du rapport de la Cour des comptes de la Sécurité sociale, publié le 27 octobre dernier. Malgré la hausse de la CSG et le plan de baisse des remboursements d'assurance-maladie, le trou de la Sécurité sociale se creuserait. Et les discussions autour de la meilleure manière de le combler refleurissent.

Le ministre de la Santé a récemment déclaré à la télévision qu'il excluait une augmentation de la CSG. Mais le commissaire au Plan Jean-Baptiste de Foucauld – un "pro-Delors" connu – se déclare quant à lui partisan d'un recours "limité" à celle-ci. C'est ce qu'indique le rapport remis au gouvernement et transmis aux patrons et aux syndicats en vue d'une très prochaine discussion.

D'après ce rapport, relever les cotisations des employeurs serait très mauvais pour l'emploi. Il faudrait au contraire les baisser pour les bas salaires, prétendument pour *"créer de nouveaux emplois"* – on connaît la chanson.

Au contraire, le "prélèvement direct sur les ménages" serait – d'après le rapport évidemment – le mode de financement *"le moins défavorable à l'emploi"*. Et de proposer le relèvement de 5 points du taux de cotisation à la Sécu des retraités (cela "rapporterait" 30 milliards à la Sécurité sociale et cela en enlèverait autant aux concernés...). Autre piste : soumettre à la CSG des revenus "qui y échappent aujourd'hui"... Sont visés ceux qui proviennent des produits d'épargne défiscalisés (livret A, livret d'épargne populaire, qui drainent les économies des petites gens) et surtout, les indemnités journalières, les allocations familiales, les indemnités de licenciement ou encore les prestations chômage et les préretraites.

Visiblement, toutes les sources de revenus possibles ont été passées en revue. Celles des classes laborieuses en tout cas. Aucune mesure, évidemment, ne doit être prise avant la mi-1995, c'est-à-dire avant les élections présidentielles. Mais on nous donne déjà un avant-goût de ce qui nous attend après.

Sylvie FRIEDMAN

QUAND L'ÉTAT CREUSE LE TROU DE LA SÉCU

Le Conseil des ministres a examiné le 26 octobre le projet de loi comprenant la création d'une "incitation financière" pour les patrons qui embaucheraient des RMIstes. Cette mesure prévoit que l'entreprise recourant à un RMIste au chômage depuis au moins deux ans bénéficiera pendant un an d'une prime égale au montant moyen du revenu minimum (1 850 F) et à l'exonération des cotisations sociales patronales. Soit, pour l'employeur, une économie de l'ordre de 3 200 F par mois pour un emploi rémunéré au SMIC.

Cette exonération de charges sociales constitue évidemment un manque à gagner pour la Sécurité sociale. Le gouvernement a décidé qu'il ne le compenserait pas. Coût pour la Sécu : un milliard. Pourtant, une loi récente – elle a été promulguée le 27 juillet dernier – oblige l'État à compenser sur son budget toute mesure d'exonération instaurée depuis le 25 juillet.

Ce déficit s'ajoute à tout ce que l'État fait supporter à la Sécurité sociale comme "charges indues". D'après la *Tribune de l'Économie*, le montant des exonérations de cotisations accordées aux entreprises que l'État ne compense pas s'élèvera, pour 1995, à quelque 13,5 milliards de francs – le quart environ du fameux "trou". Sur ces 13,5 milliards, les contrats emploi-solidarité vont sans doute coûter 4,8 milliards de francs, et les 30 % d'exonération attachés au travail à temps partiel, 2,2 milliards.

Ces 13,5 milliards viendront s'ajouter aux 28 autres milliards d'exonérations prévues pour 1995 et prises en charge par l'État.

Donc, grosso modo, si on compte bien, le total des cadeaux faits aux patrons par l'État en exonérations de cotisations, financés par la Sécurité sociale ou directement par l'impôt, s'élèvera pour 1995 à 41,5 milliards. Soit à eux seuls l'équivalent des quatre cinquièmes du "trou" de la Sécu prévu pour 1995 !

S. F.

SOUS LE SABOT D'UN CHEVAL

Alors que les paris sur les courses rapportent beaucoup à l'Etat, il se trouve que les sociétés de courses sont, elles, en déficit. L'Etat vient donc de leur accorder 150 millions de francs par an, pendant trois ans. Ça leur fera de quoi brouter !

Les sans-logis auraient bien aimé recevoir une telle subvention...

Radios publiques

Le succès de la grève des journalistes

Au terme de deux semaines de grève, les journalistes des chaînes radio du service public (Radio France, France-Info et Radio France Internationale) ont réussi à faire reculer le gouvernement. Ils revendiquaient que leurs salaires soient alignés sur ceux des journalistes de la télévision. Ils auraient obtenu, grâce à leur grève unanimement suivie, d'être quasiment alignés sur les journalistes de France 3. Cela se traduirait par une augmentation de salaire qui, en moyenne, correspondrait à 1 000 F par mois.

Le gouvernement qui au début de ce mouvement se voulait intransigeant a dû reculer. Il escomptait peut-être que cette grève des ondes serait impopulaire; mais elle a plutôt bénéficié de courants de sympathie. Et puis surtout la détermination des grévistes qui, même après plus de deux semaines, ne se montraient pas prêts à reprendre sur des propositions purement symboliques, laissait prévoir que ce mouvement pouvait durer.

Le gouvernement a donc préféré en rabattre et céder. Et c'est tant mieux. Tant mieux pour les journalistes des radios publiques, qui ne sont peut-être pas les salariés les plus à plaindre, mais qui avaient bien raison de ne pas accepter des salaires qu'ils jugeaient trop bas. Tant mieux aussi, si à l'avenir tous ces journalistes, qui jouent un rôle dans la façon dont sont présentés et perçus les conflits sociaux, se souviennent qu'ils ont gagné parce qu'ils ont tenu tête au gouvernement et aux autorités... et si, de ce fait, ils savent se montrer plus solidaires des travailleurs qui revendiquent comme de ceux qui entrent en lutte, et faire un peu moins silence sur les problèmes de la classe ouvrière.

Pendant la grève, les journalistes faisant mine d'interviewer la caricature de Sarkozy. AFP

SCANDALES

suite et non fin

AFP — Rémi Halbwax.

DE LA POLICE AUX "AFFAIRES"

Chaque semaine permet d'en apprendre un peu plus sur les implications des milieux politiques de droite dans les affaires de corruption, trafic d'influence et autres utilisations frauduleuses des fonds publics.

Cette fois, c'est un ancien syndicaliste policier et proche collaborateur de Robert Pandraud, président du groupe RPR au Conseil régional d'Ile-de-France, qui se retrouve sur la sellette. En effet, Rémi Halbwax est depuis le 28 octobre placé en détention provisoire dans le cadre d'une enquête visant les marchés passés par les offices d'HLM des Hauts-de-Seine et de la Ville de Paris. Accusé de recel d'abus de biens sociaux, il serait impliqué dans un circuit de fausses factures. Le juge Eric Halphen le soupçonne d'avoir bénéficié des largesses de Jean-Claude Méry, un promoteur immobilier, dirigeant d'une vingtaine de sociétés. Ancien membre du comité central du RPR entre 1987 et 1990, celui à qui ses amitiés dans les bureaux de l'Hôtel-de-Ville avait valu le surnom de "Méry de Paris" est d'ailleurs lui-même écroué depuis le 29 septembre.

L'arrestation de Rémi Halbwax est plus qu'une nouvelle péripétie dans les affaires actuellement portées sur la place publique, car elle implique un peu plus les sphères dirigeantes du RPR dans les scandales. Ex-secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) et porte-parole de la droite policière entre 1981 et 1986, Halbwax était très proche des responsables du RPR. Révoqué par Joxe à la suite de manifestations policières organisées en juin 1983 devant notamment le ministère de la Justice qu'Halbwax et ses amis qualifiaient alors de "ministère de la délinquance", il avait été rapidement réintégré par Pasqua, devenu le nouveau ministre de l'Intérieur après le changement de majorité de mars 1986.

Chargé de mission auprès du groupe RPR au Conseil régional d'Ile-de-France depuis 1991, Halbwax passait pour être l'homme de confiance de Robert Pandraud, lui-même ancien directeur général de la police nationale, puis directeur de cabinet du maire de Paris, avant de devenir en 1986 ministre délégué à la Sécurité du gouvernement Chirac et aujourd'hui vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France. Bien que Pandraud ait jusqu'à présent fait semblant de ne pas savoir ce que la justice peut bien avoir à reprocher à son ancien collaborateur, il semble bien qu'au-delà de la personne d'Halbwax, le RPR ait été le principal bénéficiaire de cette affaire de fausses factures portant sur plusieurs millions de francs. En tout cas, c'est dans cette direction que le juge Halphen pousserait désormais ses investigations.

Et il y a fort à parier qu'en partant de cette affaire comme d'autres en cours ou à venir, on n'a pas fini d'en apprendre sur les liens des diverses composantes de l'actuelle majorité et les scandales.

De Balladur à Chirac, les proches des prétendants à l'Elysée continuent à y mettre du leur pour faire "sortir" de nouvelles affaires permettant de disqualifier les autres concurrents... A être adversaire aujourd'hui, on n'en sait pas moins beaucoup sur les relations douteuses de ses amis d'hier...

R. M.

Après l'accident mortel de 1991 au lycée de Saint-Denis (93)

QUAND TOUT LE MONDE SE DÉFILE

A la suite de la mort, le 5 décembre 1991 d'un jeune lycéen de 17 ans, tué par la chute d'un poteau de basket dans la cour d'un lycée de Saint-Denis, en banlieue parisienne, c'est l'ancien proviseur ainsi que l'intendant de l'établissement qui étaient dans le box des accusés lundi 31 octobre.

Le problème dépasse, bien-sûr, celui du seul lycée Paul-Eluard de Saint-Denis, où s'est passé l'accident, et la responsabilité de la seule direction de cet établissement. Il suffit d'avoir eu l'occasion de visiter un lycée de banlieue pour ne plus s'étonner malheureusement d'un plafond qui menace de s'effondrer, d'une cour défoncée ou d'une installation électrique défectueuse...

Mais il n'y avait au banc des accusés, à côté du proviseur et de l'intendant, aucun de leurs supérieurs, ni le recteur, ni le président du Conseil général, ni le ministre de l'Education. Comme toujours. Ce sont pourtant eux qui portent la principale responsabilité de l'état des établissements scolaires, car c'est d'eux que dépendent les crédits qui manquent tant au simple entretien du matériel des établissements scolaires en général, et qui manquent encore plus dans les établissements des banlieues ouvrières qui ne méritent pas, aux yeux des autorités, la même attention que les lycées des beaux quartiers.

Mais, aussi bien la défense des responsables de l'établissement que le réquisitoire du procureur n'ont été que des dérobades. Quelques jours avant l'accident, un autre panneau de basket s'était effondré, sous le simple effet du vent ; faute d'entretien, le poteau qui le supportait était rongé par la rouille. Ce bout de terrain de sport, où les jeunes allaient jouer tous les jours, *"n'était plus de notre ressort"*, déclarait la directrice, il y avait un *"vaste plan de rénovation du lycée"* qui la dépassait, *"on ne savait pas ce qu'allait devenir l'aire de jeu"*... Quant au procureur, il estimait lui que la directrice avait une solution simple : interdire l'aire de jeu aux jeunes. Un panneau, trois lignes dans le règlement, voilà qui n'aurait pas coûté cher. Personne ne peut croire que cela aurait évité l'accident, mais la mort du jeune aurait été de sa faute à lui, et cela aurait sûrement suffi à Monsieur le Procureur pour demander qu'on classe le dossier.

De haut en bas on ne cherche donc qu'à se défiler. Pourtant un proviseur, ce n'est pas tout à fait le lampiste. Les proviseurs, dont un certain nombre étaient venus soutenir leur collègue au procès, gèrent souvent la pénurie sans trop d'état d'âme. Lorsqu'il s'agit de ne pas laisser fonctionner l'établissement dans n'importe quelles conditions, de s'engager au point de refuser de se faire les exécutants et les responsables locaux d'une politique de restrictions budgétaires inadmissible, d'oser fermer un établissement dangereux s'il le faut, le temps d'aller protester plus haut et d'exiger des solutions réelles, on les voit peu.

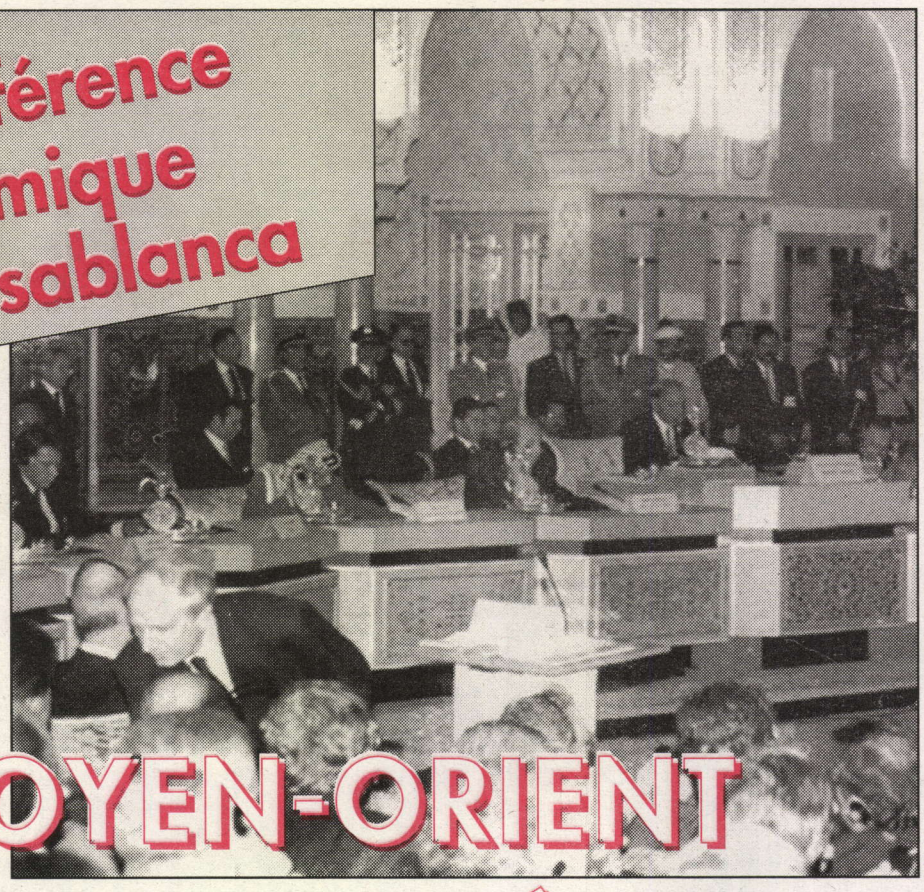
Et leur syndicat, le Syndicat national des personnels de direction, qui s'est fait, lui aussi, représenter au procès, et qui se veut seulement défenseur des petites prérogatives de sa catégorie, demande aujourd'hui un aménagement du statut des directeurs qui les dégage en partie de leurs responsabilités en matière de sécurité. Mais y aurait-il pour autant moins d'accidents ?

Bien sûr qu'il faut chercher d'abord plus haut la responsabilité essentielle de l'état des établissements scolaires, et en premier lieu au ministère. Mais prendre ses responsabilités, quand on est un "responsable", c'est aussi savoir le dire. Comme l'a fait après tout le président de la faculté de Nanterre en cette rentrée 1994, en refusant d'ouvrir son établissement avec deux fois plus d'inscrits qu'il n'est normal.

Et puis, lorsqu'en 1990 on a vu justement les jeunes des lycées de banlieue descendre dans la rue à cause des conditions lamentables qu'il y avait dans leurs écoles, à cause surtout du mépris vis-à-vis d'eux que cela représentait, ou l'an dernier à cause de l'avenir qu'on leur préparait, il y avait bien quelques professeurs avec eux, pas assez. Mais des proviseurs, à part pour sanctionner les élèves qui sortaient ?

O. B.

La conférence économique de Casablanca


AFP

LE MOYEN-ORIENT DES AFFAIRES À FAIRE

Une conférence sur le développement économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'est tenue à Casablanca, au Maroc, du 30 octobre au 1er novembre. L'idée n'était pas très nouvelle puisqu'elle fut émise au lendemain de la poignée de main entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, le 13 septembre 1993, il y a un peu plus d'un an.

A Casablanca se sont donc retrouvés 2 500 participants représentant soixante-cinq pays. Hommes politiques et surtout patrons étaient venus présenter leurs divers projets : qui des autoroutes, qui un barrage, qui un complexe touristique ou une usine de désalinisation de l'eau de mer.

Parmi les grandes idées débattues, celle de la création d'une banque d'investissement copiée sur le modèle de la BERD, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement. Outre que ce modèle, conçu pour une prétendue aide aux pays de l'Europe de l'Est, n'a guère eu de succès (si ce n'est celui d'enrichir ses responsables), le problème de son financement s'est de suite posé pour l'organisme financier à créer. Et là les difficultés ont commencé à se poser.

Le capital de départ de la banque pourrait être de quelque 50 milliards de francs : 40 % serait apporté par les Etats de la région – essentiellement les monarchies du Golfe –, le reste par les membres de l'Union européenne, les Etats-Unis et le Japon. Seulement, tous ces éventuels créditeurs disent avoir des problèmes. Les Japonais ne sont pas très chauds. Les Etats producteurs de pétrole disent manquer de liquidités car non seulement les cours de l'or noir sont bas mais de surcroît ils doivent payer une grande partie de la dernière intervention militaire américaine dans la région. Les dirigeants israéliens, pour leur part, craignent que l'apport américain ne se fasse au détriment de l'aide à Israël (plus de trois milliards de dollars par an). Quant aux pays de l'Union européenne, ils estiment en faire déjà assez et sont agacés par le fait qu'à Casablanca les Américains sont en vedette. *"L'Union européenne*, s'est exclamé Jacques Delors, *a consenti au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, comme à la Russie d'ailleurs, l'aide la plus massive. L'Union européenne c'est le gâteau, les Américains c'est la cerise."*

Avant qu'un premier sou ne soit versé, chacun avance donc ses réticences. Et l'on parle même de reporter la création de la banque à plus tard.

Mais au moins pour Israël, cette conférence est importante. Car indépendamment d'éventuelles retombées économiques, pour l'heure peu probables, elle marque une certaine rupture dans l'isolement de l'Etat hébreu au Moyen-Orient. Ce n'est pas tout à fait nouveau puisque les six monarchies du Golfe avaient déjà annoncé, il y a un mois, la levée du boycott touchant les entreprises commerçant avec Israël. Mais au Maroc tout s'est fait au grand jour, et cela officialise l'entrée d'Israël dans le commerce régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, au moment où la négociation de traités de paix avec ses voisins arabes tend à normaliser les relations avec ceux-ci.

Quant à parler là *"d'un contenu économique à la paix"*, comme le font certains, les représentants des Etats-Unis en l'occurrence, c'est un abus de langage. Quelques jours avant que les délégués israéliens ne viennent à Casablanca prôner devant leurs homologues arabes et occidentaux la libre circulation des hommes et des marchandises dans une sorte de marché commun régional, l'armée israélienne bouclait les territoires de Gaza et de Cisjordanie. Au Maroc, le Premier ministre Rabin a fait un petit geste, pour donner l'illusion qu'il mettait ses actes à l'unisson de ses paroles, en annonçant une levée progressive du blocus de la Cisjordanie et de Gaza, et le transfert de certains pouvoirs civils aux Palestiniens dans les domaines de la santé, des impôts et des affaires sociales. Mais, même la simple élection d'un conseil de l'Autonomie palestinienne, qui aurait dû avoir lieu en juillet dernier, est toujours repoussée...

Lors de la conférence on aurait pu faire un parallèle entre les dirigeants israéliens d'une part et un industriel français, Serge Dassault, d'autre part. Ce dernier, atmosphère de paix oblige, a surtout vanté son savoir-faire dans le domaine des transmissions, sans pour autant oublier qu'il avait aussi à vendre des engins de mort. De la même façon, les dirigeants israéliens, eux, pontifiaient sur un avenir de liberté pour les peuples du Moyen-Orient, sans oublier de maintenir, sur le terrain, leur pression militaire.

Et la paix qu'ils envisagent avec des Hussein, des Hassan, des Assad ou même des Arafat ne soulage en rien le peuple palestinien ou les autres peuples arabes, et ne promet la richesse qu'aux affairistes de tout poil.

Georges LATTIER

Liban

Misère et destruction : LES DEUX MAMELLES DU PROFIT

C'est quelque 33 milliards de dollars réunis par l'Etat (grâce à des emprunts) et par des sociétés privées ou de riches particuliers que le Liban a décidé de consacrer à la reconstruction du pays après les 17 années de guerre qui l'ont ravagé. Cela représente quelque 170 milliards de francs, une manne dont les entreprises françaises ne se désintéressent pas, Bouygues en tête, qui espère bien quelques contrats lucratifs pour la reconstruction de la capitale. EDF ou Clemessy sont également sur les rangs, sans compter les banques françaises qui défendent leur présence aux côtés des banques libanaises.

C'est que la reconstruction du pays est délibérément livrée aux affairistes. Il s'agit, selon les souhaits du gouvernement, que les entreprises privées soient attirées par la perspective de bons profits et d'un avenir radieux dans un pays qui cherche à redevenir le banquier du Moyen-Orient. Le Premier ministre, qui détient 7 % des parts de la société financière privée qui gère la reconstruction de la capitale et qui s'appelle, ironiquement sans doute, "Solidere", y est d'ailleurs directement intéressé.

Il s'agit d'une gigantesque opération immobilière à l'échelle d'une capitale, Beyrouth, et même d'un pays, à la mesure de l'ampleur des destructions de la guerre et des ambitions de la bourgeoisie libanaise et des sociétés occidentales. Et cela promet de rapporter gros.

Les méthodes utilisées contre la population pauvre sont expéditives, comme c'est toujours le cas lorsque les gros intérêts de l'immobilier sont en jeu, et elles sont utilisées à grande échelle. Dans la capitale, des dizaines de milliers de propriétaires et locataires ont protesté contre l'indemnisation trop basse qui leur était imposée. Ils ont obtenu une revalorisation de 15% qui laisse encore, on peut en être sûr, une bonne marge de profits aux capitaux intéressés à l'affaire. Quant aux milliers de familles considérées comme des squatters, elles sont rejetées hors du centre sans ménagement ni indemnités pour laisser la place aux affairistes.

Les profits promettent d'être d'autant plus substantiels que, "grâce" à la guerre toujours, le niveau de vie des travailleurs a considérablement baissé, n'étant aujourd'hui que le tiers de ce qu'il était il y a une quinzaine d'années, au point que bien des salariés vivent en dessous du seuil de pauvreté, sans parler des chômeurs.

Et pour tous ceux qui vivent dans la misère, dans des conditions extrêmement difficiles, rien n'est prévu dans la reconstruction si ce n'est de les repousser hors du centre-ville. Il n'est pas question de construire des logements sociaux au centre-ville.

L'objectif avoué du gouvernement et de tous ceux qui financent le projet est de faire à nouveau de Beyrouth la principale place financière du Moyen-Orient, une sorte de plaque tournante des affaires, et même un paradis fiscal.

Comme si la guerre avait déblayé le terrain pour des profits accrus et pour jeter dehors la population pauvre qui a réussi à survivre !

Dominique CHABLIS

de la Grèce à la Turquie

HYSTÉRIE CHAUVINE EN HAUSSE

La fièvre nationaliste vient de grimper d'un seul coup dans les Balkans. Cette fois, ce ne sont plus les seuls petits Etats de la région – Serbie, Bosnie, etc. – qui sont en cause, même si la chronique de leurs affrontements meurtriers ne s'est pas interrompue, mais deux "poids lourds" locaux, la Grèce et la Turquie.

Cliquetis d'armes en mer Egée

Fin octobre, Ankara a dénoncé l'installation de missiles Exocet sur des îles grecques situées à un jet de pierre des côtes turques, voyant là une violation de l'accord de démilitarisation des îles du Dodécanèse. Quelques jours plus tard, le ton a monté d'un cran à propos d'une modification du domaine maritime de la Grèce. En effet, selon la Convention internationale du droit de la mer, la Grèce (qui en est adhérente, à la différence de la Turquie) pourrait, à compter du 12 novembre, étendre ses eaux territoriales de 6 à 12 milles marins. Or il en faut souvent bien moins, en Méditerranée orientale, pour passer de certaines îles grecques aux côtes turques...

Du coup, le ministre turc des Affaires étrangères a menacé la Grèce *"d'apocalypse"* si elle prenait cette mesure. Cela va-t-il déboucher, comme l'a évoqué ce ministre, sur *"un règlement de comptes entre la Grèce et la Turquie"*, ou ne s'agit-il là que de roulements de biceps à usage interne ? L'avenir le dira. Mais on voit le parti qu'un gouvernement turc en proie à des difficultés intérieures croissantes, incapable de se sortir de la guerre au Kurdistan, peut tirer d'une escalade, ne serait-ce que verbale... pour l'instant. Au nom de la "patrie en danger", il pourrait à la fois donner des gages à une armée qui a fomenté trois coups d'Etat dans les trente-cinq dernières années et faire taire le mécontentement de la population.

La Grèce pousse les feux du nationalisme

La possibilité d'un affrontement armé gréco-turc n'a d'ailleurs rien d'invraisemblable. La période qui suivit la Première Guerre mondiale vit les Etats grec et turc se disputer les armes à la main les dépouilles du défunt Empire ottoman. La période récente n'a pas supprimé les conflits entre ces deux Etats (alliés en théorie au sein de l'OTAN), ne serait-ce qu'à propos de Chypre, coupée depuis 1974 entre une zone grecque et une zone turque.

Dans le domaine de l'escalade chauvine, si Ankara semble pour le moment donner le ton, Athènes n'est pas en reste. En Thrace, cette province de Grèce orientale, l'attitude discriminatoire d'Athènes vis-à-vis de la minorité turque permet au gouvernement turc de brandir la nécessité de défendre "ses" compatriotes opprimés. Les dirigeants grecs aiment à se décerner un label "démocratique", rappelant à tout propos que la "démocratie" est née sur leur sol il y a plus de deux mille ans. Mais il faut croire que, depuis, elle a émigré, car ils s'asseyent allègrement sur les droits des minorités nationales (turque à l'Est, albanaise au Nord-Ouest). Et comme la Grèce appartient à l'Union européenne, les dirigeants occidentaux préfèrent passer ce "détail" sous silence. A charge de revanche, sans doute...

De la même manière, s'agissant des conflits en cours dans les Balkans, les dirigeants occidentaux se gardent bien de relever la politique va-t-en-guerre d'Athènes dans cette région.

Le cas de la Macédoine...

Ainsi, depuis plusieurs mois et en alliance avec la Serbie, Athènes étrangle un tout petit Etat balkanique, la Macédoine. Dans le silence complice des grands pays "démocratiques", la Grèce impose un blocus économique à une Macédoine dont le débouché maritime traditionnel est le grand port grec de Salonique. A l'échelle internationale, les autorités grecques ont multiplié les pressions pour que l'Etat macédonien ne soit pas admis, à l'ONU par exemple, sous son nom mais en tant qu'*"Ancienne république yougoslave de Macédoine"*. La seule mention d'une Macédoine indépendante, par l'ONU ou la Communauté européenne, déclenche en effet les foudres d'Athènes qui prétend que ce terme lui appartient de toute antiquité à elle seule.

On voit ainsi, dans la moindre bourgade, inscriptions et banderoles proclamant : *"La Macédoine est hellène et le restera"*. Et les touristes qui se pressent en Grèce doivent se demander quelle mouche pique les rédacteurs des plaquettes touristiques, lorsque le moindre site antique, fût-il situé à des centaines de kilomètres de la Macédoine, sert de prétexte au rappel des droits "historiques" de la Grèce sur la Macédoine.

Mais à constater l'insistance que mettent les autorités à revendiquer le nom de Macédoine, sinon la région même, force est de constater qu'il s'agit d'une politique délibérée. A qui en douterait, l'organisation de manœuvres militaires à la frontière macédonienne serait là pour le rappeler.

... et celui de l'Epire

C'est pourtant avec un autre pays, lui aussi situé au nord de la Grèce, l'Albanie, que la tension a été la plus vive ces derniers temps. L'un et l'autre de ces Etats s'accusent mutuellement de maltraiter leurs ressortissants, qui Grecs en Epire du Nord (Albanie), qui Albanais en Grèce. Pour l'instant, cela s'est traduit par des condamnations de nationalistes grecs en Albanie et, de l'autre côté de la frontière, par des manifestations en appelant à une intervention armée en "Epire du Nord". Bien sûr, les premières victimes en sont les populations dont les familles sont dispersées de part et d'autre de la frontière et les très nombreux travailleurs albanais venus gagner quelques sous en Grèce et qu'Athènes a récemment expulsés en masse.

Le nationalisme, un prétexte à imposer des sacrifices

Bien évidemment, ce durcissement nationaliste vis-à-vis de "l'autre" n'est ni une spécialité grecque, ni même balkanique. Mais les raisons qu'ont les autorités d'une Grèce censément démocratique, de souffler sur les braises du nationalisme ne sont pas différentes de celles qui animent les dirigeants de régimes ouvertement "musclés", tels que la Serbie, l'Albanie ou la Turquie.

De la part des dirigeants grecs cette politique est un leitmotiv, quel que soit le parti au pouvoir à Athènes. Dans l'organisation de l'hystérie antimacédonienne, on trouve au coude-à-coude les popes orthodoxes, l'extrême-droite, la droite et le PASOK (le parti "socialiste" à la tête du gouvernement actuel) et parfois le KKE (le parti communiste). Qu'en Grèce l'Eglise tienne encore l'état-civil, que la mention de la religion soit obligatoire sur les cartes d'identité, que le mariage civil n'existe que depuis peu et que l'éducation religieuse, sinon le baptême orthodoxe, soit de fait obligatoire pour les Grecs "de souche", rien de cela ne gène les "socialistes" de Papandréou. Mais que des étudiants athéniens aient organisé des manifestations contre le chauvinisme antimacédonien, et le même gouvernement a fait emprisonner certains d'entre eux.

Evidemment, les dirigeants grecs, qu'ils soient "socialistes" ou de droite, trouvent un profit immédiat à tenter d'enivrer la population de déclarations chauvines. Ils espèrent qu'elle oubliera qu'avec des salaires trois fois moindres qu'ici, elle a droit à des prix tout ce qu'il y a de plus "ouest-européens". Comme toujours, la politique nationaliste fournit une justification pour imposer des sacrifices à la population. Après les dirigeants serbes, croates, bosniaques, etc., les dirigeants grecs et turcs semblent se préparer à y recourir de plus en plus. Quant aux grandes puissances occidentales, qui pourraient avoir demain les mêmes raisons d'agiter le leurre du nationalisme, elles gardent là-dessus un silence compréhensif, et au fond complice.

P. L.

Grande-Bretagne

MINISTRES, RIPOUX ET ARRACHEURS DE DENTS

La Grande-Bretagne connaît elle aussi ses "affaires". Après la série de scandales de mœurs qui avaient conduit à des démissions en cascade dans les rangs du Parti Conservateur au pouvoir, il y a quelques mois, c'est maintenant au tour de la corruption d'être en vedette.

Coup sur coup, deux secrétaires d'Etat – l'un au Commerce et l'autre à l'Irlande du Nord – ont dû démissionner du gouvernement pour avoir donné un "coup de pouce" aux affaires d'un "ami" un peu trop généreux, en l'occurrence le milliardaire saoudien Mohamed Al-Fayed. D'autres plus gros poissons, dont le ministre de l'Intérieur Howard et son collègue du Budget, Aitken, sont également mouillés jusqu'au cou. Et il n'est pas certain que Major parvienne, malgré tous les recours de la procédure parlementaire, à leur sauver la mise.

Non pas d'ailleurs que les sommes en jeu, ou tout au moins ce qui en a été révélé, soient bien importantes : des "pourboires" de quelques dizaines de milliers de francs, des séjours tous frais payés au Ritz de Paris (dont Al-Fayed est propriétaire), des croisières de luxe en Méditerranée, bref des petits avantages somme toute assez courants dans les rangs parlementaires. On est encore loin du montant des pots-de-vin et détournements de fonds publics en France dans l'affaire du pont de Nantes par exemple.

Mais le nom d'Al-Fayed évoque une autre affaire qui fit couler beaucoup d'encre sans jamais être vraiment éluci-

Gamma/Arkell

La corruption de quelques-uns engendre une misère croissante.

LE PROGRAMME SOCIAL DU PARTI TRAVAILLISTE

QUAND LA "JUSTICE SOCIALE" CONSISTE À FAIRE PAYER LES PLUS PAUVRES

Le Parti Travailliste vient d'ajouter une nouvelle touche à son image de futur parti de gouvernement en publiant le programme social qu'il entend appliquer une fois au pouvoir. Mais, sans doute de peur d'être accusée d'attitude partisane (n'est-ce pas l'avenir de toute la nation qui est en jeu, dit le leader travailliste Tony Blair ?), c'est à d'autres que la direction travailliste a confié le soin de rédiger ce programme.

C'est ainsi qu'est née, il y a deux ans, la "Commission sur la Justice Sociale", commission "indépendante" chargée de tracer les grandes lignes du "programme social de l'an 2000". Il s'agissait ni plus ni moins que de lancer une version remise au goût du jour du rapport Beveridge des années quarante, dans lequel un haut fonctionnaire membre du Parti Libéral avait jeté les bases du "welfare state", le système de protections sociales mis en place par le gouvernement travailliste de l'après-guerre.

"Indépendante", cette commission l'était sans doute, mais de qui ? De tous ceux qui subissent l'injustice sociale, sans aucun doute, mais pas de la cohorte de gros et petits profiteurs qui ont fait leurs choux gras des années de crise.

Cette commission était par exemple présidée par Sir Gordon Borrie qui siège, en particulier, au conseil d'administration du puissant groupe de presse construit par Robert Maxwell autour du quotidien *Daily Mirror*. On y trouvait également le président du groupe de l'agro-alimentaire Northern Foods, un consultant auprès du Fonds Monétaire International, toute une brochette de dignitaires du Parti Libéral et bien sûr les indispensables "experts" économiques de la Cité de Lon-

dée. Il y a quelques années, le milliardaire saoudien se trouva aux prises avec le groupe minier anglais Lonrho dans l'une des plus grosses opérations financières de l'époque, l'acquisition du grand magasin de luxe londonien Harrods. Ce fut le gouvernement Thatcher qui trancha en faveur d'Al-Fayed, au nom des lois antitrust. A l'époque, cela fit un beau scandale. On accusa Thatcher d'avoir tout simplement invité les adversaires à chiffrer les dons qu'ils comptaient faire à l'avenir au Parti Conservateur, pour finalement trancher en faveur du plus offrant.

Pour l'instant, néanmoins, les dizaines de millions de francs de pots-de-vin de l'époque ne sont pas encore revenus à la surface. En revanche ce qui est apparu au grand jour, c'est une partie du réseau de complicités dont semble avoir disposé le milliardaire, jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat. Et les preuves sont d'autant plus convaincantes que, piment supplémentaire dans ces "affaires", c'est Al-Fayed en personne qui a dénoncé à la presse ceux qui avaient si obligeamment accepté ses cadeaux, furieux qu'il était de s'être vu refuser la citoyenneté britannique qu'on lui avait sans doute promise.

Mais peut-être ces révélations auraient-elles été étouffées comme tant d'autres dans le passé, si elles n'étaient tombées à pic pour alimenter la guérilla politicienne. Car si, contrairement à la France, la Grande-Bretagne ne compte qu'un seul parti de droite, les rivalités entre les factions de ce parti valent bien celles qui opposent les différents partis de droite français. Et il se trouve, comme par hasard, que les quatre ministres pris pour cibles dans cette "affaire" appartiennent tous à la même faction.

Au-delà des coups tordus et des peaux de bananes, ce qui aura marqué cette "affaire", comme d'ailleurs bon nombre de celles qui l'ont précédée, aura été la candeur de Major à nier tout en bloc un jour, contre toute évidence, pour nier le lendemain ses propres mensonges de la veille. Il ne faut donc pas s'étonner de la dernière révélation en date selon laquelle Major aurait tourné les règles ministérielles en autorisant son secrétaire d'Etat au Logement, dentiste de son métier, à continuer trois jours par semaine à s'occuper de son cabinet dentaire. Entre arracheurs de dents...

François ROULEAU

---

dres. Le seul membre connu du Parti Travailliste siégeant dans cette commission était Lord Hollick, président du groupe financier et médiatique MAI.

Autant dire que, sous couleur de *"réformes sociales de fond"*, la direction travailliste a monté toute cette mise en scène pour le seul bénéfice de tout un monde de possédants, moyens et gros, qu'elle doit encore convaincre de sa loyauté et de sa responsabilité vis-à-vis du profit.

Bien sûr, les conclusions de la commission sont à la mesure des objectifs qui lui étaient assignés. *"Depuis bien trop longtemps*, dit-elle, *les gouvernements se sont montrés incapables de suivre le rythme des changements révolutionnaires qui ont transformé la nature du travail et de la société et tué la notion de l'emploi à vie"*. Aussi, faut-il *"créer de nouvelles façons de gagner de l'argent, d'apprendre, d'épargner et de posséder"*. Tel est le ton général de ce rapport de plus de 600 pages – un ton, un langage et des arguments qui semblent empruntés sans vergogne aux ministres conservateurs de ces dernières années.

Et encore bien peu de ces ministres, et parfois aucun, ne s'étaient-ils risqués à formuler certaines des propositions de ce rapport – par exemple celle de faire payer une partie de leurs frais d'études à tous les étudiants, quelles que soient leurs ressources, ou encore celle de soumettre les allocations familiales à l'impôt.

Concrètement, cette soi-disant "justice sociale" revient à institutionnaliser la précarité de l'emploi et des revenus imposée par la bourgeoisie à la classe ouvrière au cours de la dernière décennie. Au nom du leitmotiv favori de tout politicien réactionnaire qui se respecte, à savoir que les allocations sociales dissuaderaient les chômeurs de trouver du travail, le rapport se prononce pour une diminution générale de ces allocations. De même, pour "aider" les retraités à s'affranchir de l'assistanat que leur impose l'Etat, il faudrait réduire la valeur de la retraite d'Etat en donnant aux futurs retraités le "choix" d'investir pour leurs retraites auprès d'organismes privés – idée chère aux conservateurs qui s'en sont servis pour permettre aux gros de l'assurance d'empocher des milliards de primes au cours de ces dernières années, mais sans aller jusqu'à l'imposer aux bas salaires, ce que propose la commission.

Tout est à l'avenant, jusqu'à la proposition d'un service obligatoire pour les jeunes chômeurs dans des emplois "de proximité", comme on dit en France, payés l'équivalent de 1 700 F par mois, ou encore l'introduction d'allocations sociales partielles pour les salariés à temps partiel.

Il ne faut pas s'étonner si ce rapport a mis les ministres conservateurs hors d'eux. Il faut les comprendre. A côté, la toute récente réduction des allocations chômage de un an à six mois paraît modérée. C'est ce qu'on appelle de la concurrence déloyale...

F. R.

Belgique

LA POURSUITE DES MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES

Comme il fallait s'y attendre, le vote du plan d'austérité au Conseil de la Communauté française de Belgique n'a pas calmé les étudiants des écoles supérieures, publiques comme catholiques. Bien au contraire, ils refusent toujours le regroupement administratif des écoles, l'augmentation du nombre d'étudiants par classe, le budget peau de chagrin de l'enseignement.

Fin octobre, la mobilisation a encore été plus importante que dans les trois premières semaines du mouvement. Les étudiants de plusieurs universités wallonnes ont commencé à se joindre au mouvement, les élèves du secondaire ont commencé à entrer en grève et à rejoindre les manifestations. Les enseignants, qui avaient fait plusieurs semaines de grève sans succès en 1991, semblent retrouver de l'énergie et quelques-uns ont commencé à manifester aux côtés des élèves. Leurs syndicats parlent d'appeler à la mobilisation.

Une grande manifestation, à l'initiative de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF), organisée à Liège cette fois, a regroupé plus de 30 000 manifestants, plus qu'à Bruxelles la semaine précédente... malgré une pluie battante à ne pas mettre un ministre pourri dehors ! Et pendant toute la semaine la plupart des grandes villes wallonnes ont été sillonnées de cortèges allègres et déterminés, quand elles n'ont pas été complètement bloquées pendant une bonne partie de la journée par des centaines de jeunes occupant les carrefours stratégiques...

Aux nombreuses banderoles contre le décret, et à celles brocardant le ministre de l'Enseignement social-chrétien Lebrun, sont venues s'ajouter des banderoles disant que les jeunes se souviendront du vote des députés socialistes et sociaux-chrétiens lors des prochaines élections en 1995. Les sièges des Partis Socialistes et Sociaux-chrétiens dans de nombreuses villes ont encore été la cible de lancers d'œufs et même de pierres.

Pleins de morgue, les ministres ont déclaré que le Conseil francophone ne reviendrait pas sur un décret voté. Pour le moment ils semblent soutenus par leurs partis respectifs, et par le gouvernement fédéral, où la même coalition gouverne.

Quelques députés PS et PSC qui ont des états d'âme – ou plus probablement d'ardentes ambitions – ont cependant fait entendre des voix discordantes. Quant aux députés libéraux – dont le plus grand reproche vis-à-vis de ce décret est de ne pas être associés à la coalition au pouvoir qui l'a concocté – ils disent vouloir engager toute une bataille parlementaire pour s'opposer à son application. Mais les étudiants comme les enseignants n'ont pas grand-chose à espérer de ce côté-là.

Le ministre a demandé aux écoles de mettre des locaux à la disposition de la FEF, des subsides lui sont promis, et les ministres se sont engagés à associer les étudiants – la FEF – aux discussions pour la mise en place des structures des "grandes écoles" qui regrouperaient les écoles supérieures. En fait le pouvoir souhaite pousser la FEF en avant pour "structurer" le mouvement, dans l'espoir de le canaliser.

La semaine de la Toussaint était une semaine de vacances pour tous les élèves de Belgique. Cependant la FEF, en concurrence ou poussée par des comités corporatistes d'écoles ou des coordinations qui ont surgi – même les enseignants en ont créé – a programmé une série de manifestations tournantes dans toute la province, y compris pendant ces vacances : la prochaine devait avoir lieu vendredi 4 novembre à Mons.

Ce sera un test pour la mobilisation étudiante. Mais même si la manifestation était un peu plus faible que les précédentes, cela n'impliquerait pas que la mobilisation ne reprendrait pas après les vacances avec encore plus d'ampleur.

Aluminium - Dunkerque (Péchiney)

GRÈVE UNANIME POUR 1 000 F DE PLUS PAR MOIS

LO

Depuis le 25 octobre, c'est la grève à Aluminium-Dunkerque, une usine qui fait partie du trust Péchiney. Les ouvriers y sont devenus des "opérateurs" dans le langage "moderne" de la direction, mais il faut croire que cela ne les empêche nullement d'en avoir plein le dos de subir l'augmentation de la charge de travail et des responsabilités sans que cela se reflète dans le montant des salaires !

7 500 à 8 000 F net par mois pour les ouvriers de journée, 9 000 F en équipes postées (2 matins, 2 après-midi, 2 nuits, 4 repos) primes comprises, c'est peut-être au-dessus des salaires de la région, mais cela permet tout de même tout juste de joindre les deux bouts. Quand la direction a concédé en septembre, pour toute l'année, une augmentation de 50 F par mois, on comprend que cela ait été ressenti comme une provocation !

L'annonce par la direction que le carnet de commandes est plein, et le fait que le cours de l'aluminium, après avoir chuté de 2 800 dollars la tonne en 1990 à 1 080 dollars fin 1993, est en train de remonter rapidement (1 800 dollars actuellement), ont contribué au développement du sentiment qu'il n'y a aucune raison que ce soient seulement les actionnaires et futurs actionnaires de Péchiney qui bénéficient de la situation (Péchiney est sur la liste des entreprises qui devraient être privatisées en 1995).

L'adoption des 1 000 F pour tous

Mardi 25 octobre, les trois syndicats de l'usine, CGT, FO et CFDT, appelaient à un débrayage de 2 heures pour chaque équipe. Mais quand tout le monde s'est aperçu que le débrayage était suivi à pratiquement 100 %, les hésitations à engager une lutte pour une augmentation sérieuse des salaires ont été balayées. La revendication d'une augmentation générale de 1 000 F a été votée à l'unanimité et près de 150 travailleurs sont montés aux bureaux de la direction déposer les revendications.

A partir du lendemain, des assemblées tenues à chaque changement d'équipes, réunissant ceux qui sortaient et ceux qui entraient, décidaient à main levée et à l'unanimité la grève pour les 1 000 F par mois et la suppression des "disponibilités" (chaque mois, 1 jour de repos sur 4 doit être travaillé).

Vendredi 28 octobre au matin, le piquet dissuadait les employés d'entrer (la plupart d'entre eux étaient d'ailleurs solidaires) et refusait le passage aux cadres. Seul le directeur et ses plus proches collaborateurs pouvaient dorénavant gagner leurs bureaux.

L'usine fonctionne habituellement avec 400 "opérateurs", plus 150 ouvriers d'entreprises sous-traitantes, ainsi que 60 intérimaires et CDD. Il y a aussi 150 employés, techniciens et cadres. Avec la grève, une dizaine de grévistes à chaque équipe – sur les soixante présents en temps normal – assurent la surveillance et le travail nécessaire pour éviter la dégradation des cuves d'électrolyse, des fours de coulée et du four à cuire les anodes en carbone. Ces équipes de sécurité, comme la présence au piquet, se décident collectivement dans chaque équipe.

Cela n'a guère bouleversé les habitudes en fait : dans cette entreprise dite de "management participatif" – toujours selon le langage de la direction Péchiney – ce sont les équipes d'"opérateurs" qui s'auto-contrôlent tout le long de l'année, gérant la production mais aussi les pannes et les nombreux problèmes techniques de cette usine ultra-moderne, ainsi que les jours de repos, de maladie et de congés de l'équipe. Chacun son tour, chaque opérateur devient le coordinateur – et responsable devant la direction – de toute l'équipe. Bref, ce sont les ouvriers qui font le travail, comme partout ailleurs, mais sans doute plus qu'ailleurs l'inutilité des chefs et de la hiérarchie est évidente ! Cette organisation du travail, qui a créé des illusions quelque temps chez un certain nombre d'ouvriers qui ont pu se croire des "collaborateurs" de la direction, se retourne maintenant contre ses initiateurs et la solidarité dans les équipes et entre les équipes est évidente et le sens de l'organisation est naturel.

Au départ, les responsables FO et CFDT préféraient mettre en avant des revendications catégorielles et des problèmes de conditions de travail. Mais les assemblées où tout le monde s'exprime librement et où les revendications sont votées publiquement ont amené à mettre en premier les 1 000 F, et les autres revendications en seconde et troisième positions.

Des reculs de la direction

Combien peut durer la grève ? La direction de Péchiney, qui voudrait se servir de cette usine comme vitrine technologique et sociale et qui souhaite ardemment sa privatisation, jugera-t-elle préférable de céder rapidement ou bien de tenter de laisser pourrir le conflit ? Dans le premier cas il y a le risque pour elle de voir d'autres travailleurs exiger à leur tour une augmentation de salaire ; dans l'autre, si cette grève durait, elle pourrait indisposer certains actionnaires.

En tout cas les positions de la direction ont évolué. Mercredi 26 octobre, elle refusait en bloc toutes les revendications. Jeudi, elle revoyait à la hausse certains niveaux catégoriels et supprimait deux jours de "dispos". Vendredi, elle accordait 105 F mensuels de "complément de fonction" aux opérateurs... et 160 F aux cadres ! Que les cadres, non grévistes, reçoivent plus que les grévistes, ce fut très mal pris dans les assemblées...

Enfin, samedi 29 après-midi, le directeur proposait 315 F pour tout le monde, en demandant que les syndicats fassent voter les ouvriers à bulletin secret. En même temps il faisait monter la pression sur la "préservation

de l'outil de travail" auprès des délégués qui voulaient bien l'écouter, et par l'intermédiaire des conseillers techniques qui ont l'autorisation de rentrer pour la surveillance des installations.

Mais même avec ces 315 F, l'aménagement des classifications et la suppression de 2 "dispos", cela ne ferait encore qu'entre 315 F et 415 F par mois. Et encore une fois, que les cadres obtiennent la même chose que les grévistes, cela ne passe vraiment pas ! Alors les équipes du samedi soir, du dimanche matin et après-midi ont voté à mains levées la poursuite de la grève avec la même détermination.

Le vote à bulletins secrets demandé par la direction samedi 29 après-midi et soutenu par FO, et qui a eu lieu après le vote à main levée, n'allait pas non plus dans le sens souhaité par la direction. Dimanche après-midi, il donnait 203 bulletins "non" aux propositions de la direction, pour 27 "oui", sur les 230 opérateurs présents à l'assemblée générale.

Quatre jours de grève ayant fait reculer la direction sur presque 40 % de l'objectif des 1 000 F, on pouvait se dire que la direction était sur la bonne voie... si elle continuait comme cela. Lundi 31 octobre et mardi 1er novembre, la grève continuait donc. Lundi, les employés de bureau et les cadres ont dû rebrousser chemin devant le piquet de grève. La direction a affirmé à la télévision sa détermination de ne pas aller plus loin dans les concessions.

Bien sûr, le travail de maintien en état des deux centaines de cuves d'électrolyse et des fours – 70 % de la charge de travail habituelle pour ces ouvriers – alors qu'on est gréviste commence aussi à peser ; d'autant plus que la direction accentue sa pression sur la dégradation réelle ou supposée des cuves. Mais les 250 ouvriers présents le 31 octobre ont toujours décidé la continuation de la grève à main levée, quasiment à l'unanimité sauf une quinzaine d'abstentions. A suivre !

Correspondant LO

GEC - Alsthom (Belfort)

Aux Turbines Gaz

GRÈVE POUR LES SALAIRES

Lundi 24 octobre, la grève a éclaté dans l'usine GEC-Alsthom de Bourogne, située à une dizaine de kilomètres de Belfort et regroupant 600 salariés. Elle a été déclenchée par l'équipe du matin, à l'initiative de jeunes ouvriers, sans appel syndical préalable. Très rapidement, tous les ateliers se sont vidés ; il a été décidé de bloquer la porte d'entrée pour proposer à ceux qui arrivaient à 7 h de se mettre en grève, ainsi qu'à ceux des bureaux. Depuis, c'est la grève. L'usine est occupée.

Les grévistes mettent en avant les salaires. Un jeune tourneur embauché depuis deux ans et travaillant en équipe gagne moins de 6 000 F par mois ; beaucoup de salaires n'atteignent pas 7 000 F net, même pour ceux qui ont plus d'ancienneté, dans des conditions de plus en plus dures. Des grévistes reprennent la revendication de 1 500 F d'augmentation par mois et pour tous, ainsi que la transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, et l'embauche des intérimaires qui le veulent.

A l'usine GEC-Alsthom de Belfort, dans les ateliers d'EGT qui partagent avec ceux de Bourogne la production des turbines gaz, dès le mardi après-midi, à l'appel de la CGT, syndicat très majoritaire dans ce secteur, les ouvriers partaient en grève, occupant les bureaux de la direction. Depuis, les ateliers d'EGT se sont vidés et tout est arrêté. Dans les bureaux, la majorité approuve le mouvement, ne cherchant pas à rejoindre son poste, quand les salariés ne se déclarent pas grévistes eux-mêmes. Quant à la direction, elle a déménagé dans des salons loués à l'hôtel Altéa.

7 600 personnes travaillent à l'usine de Belfort et Bourogne. Les principaux secteurs sont la DEM (4 300 salariés), la Traction (1 200 salariés) et l'EGT.

Le secteur EGT, les Turbines Gaz, regroupe plus de 1 700 personnes, dont 700 ouvriers, Belfort et Bourogne réunis. A Bourogne, à 10 km de Belfort, il y a 600 salariés dont 350 ouvriers. Près de 300 ont moins de 25 ans, surtout parmi les ouvriers.

Après quatre jours de grève, la direction n'avait rien cédé, sinon une légère augmentation (1,1%) de l'enveloppe consacrée aux augmentations individuelles qui doivent être distribuées le mois prochain. Vendredi 28 octobre, lors des assemblées du matin, il n'était donc pas question de lâcher.

A Bourogne, pour le pont de la Toussaint, des piquets de grève se sont organisés pour maintenir l'occupation. Mais aussi bien à Bourogne qu'à Belfort, c'était le mercredi 2 novembre que tout le monde avait rendez-vous pour décider de la suite.

Dans les autres secteurs de l'usine, la grève à EGT a suscité d'emblée beaucoup d'attention et de sympathie. Dans la plupart des ateliers, des groupes de discussion se formaient et s'interrogeaient sur l'évolution du mouvement. Pour une minorité, c'était : *"Et nous, qu'est-ce qu'on fait ?"*, *"Ce serait bien de s'y mettre avec eux"*, *"Pourquoi les syndicats n'appellent pas sur toute l'usine ?"*. Jeudi après-midi, 27 octobre, à la Traction, un autre secteur de GEC-Alsthom qui emploie 1 200 salariés, quand la CGT a appelé seule à une assemblée générale, nous nous sommes retrouvés à 250 environ et avons décidé de débrayer tout l'après-midi. Nous sommes allés à la rencontre de ceux d'EGT qui étaient rassemblés à la Grande Porte. Beaucoup ont alors remarqué l'attitude du responsable de la CGT-UGICT qui, en guise d'accueil, nous a lancé : *"A EGT, on a nos problèmes, et à la Traction, vous avez les vôtres !"*.

Le lendemain, c'était à la DEM, autre grand secteur de l'Alsthom, aux turbo-alternateurs, que cette fois, les trois syndicats (CGT, CFDT et FO) appelaient à un rassemblement. Nous nous sommes retrouvés à 200 et avons défilé dans les autres secteurs de l'usine, à la Traction, aux Ailettes, en scandant : *"Même patron, même combat"*, *"Pour 1 500 F"*. A cette occasion s'est manifestée de façon plus pressante la volonté de voir les syndicats appeler à débrayer et à se rassembler ensemble sur toute l'usine. Ce que jusque-là, ils avaient refusé de faire.

Du coup, un peu partout dans l'usine, les travailleurs attendaient un appel commun des syndicats au lendemain du pont de la Toussaint.

Correspondant LO

Renault

DES ACTIONS ...POUR LES LICENCIÉS

Pour vendre ses actions, la Régie Renault fait feu de tout bois. Elle a même été jusqu'à en proposer aux travailleurs qu'elle a licenciés ces dernières années par milliers !

C'est ainsi qu'ils ont pu recevoir chez eux une grande enveloppe contenant une lettre où le patron Louis Schweitzer se dit *"convaincu que leur participation contribuera à la réussite et au développement de notre entreprise"*.

Et en titre, sur une belle plaquette couleur papier glacé, la Régie n'y va pas par quatre chemins : *"A QUI D'AUTRE QUE VOUS pouvait-on confier l'avenir de Renault" !*

Oui, si on confiait aux travailleurs qui ont été licenciés et aux autres l'avenir de la société, il y en aurait de belles "actions" à faire !

RATP
Région parisienne

LA GRÈVE DES AUTOBUS POUR PROTESTER CONTRE L'INSÉCURITÉ

Mercredi 2 novembre la grève des conducteurs d'autobus de la RATP, à l'appel de tous les syndicats, a été totale au dépôt dit de Gonesse, à Saint-Denis, d'où est parti le mouvement. Elle a été très suivie dans tout le nord de la région parisienne, et diversement ailleurs. Par exemple 40 % au dépôt de Montrouge (Paris XIVe) et 90 % à celui de Fontenay-aux-Roses (banlieue sud).

A l'origine de ce mouvement, qui durait depuis déjà une semaine le 2 novembre au dépôt de Gonesse, il y a l'agression dont a été victime un machiniste de la ligne 154C (Saint-Denis Saint-Gratien, dans la banlieue nord) le jeudi 27 octobre dans la matinée. Alors qu'il se trouvait dehors, au terminus, trois personnes l'ont agressé pour lui voler les 800 F de son "empoche" journalière (monnaie pour la vente des tickets) et l'un d'eux l'a piqué avec une seringue peut-être infectée.

Cette affaire a soulevé une émotion considérable chez les conducteurs. Des agressions, il y en a continuellement, et d'ailleurs il y a eu plusieurs débrayages (dépôt de Flandre, Gonesse, récemment) pour protester. Mais encore, en plus des "vraies" agressions où un machiniste est frappé, il y a continuellement des disputes, des insultes, des menaces, etc., particulièrement dans la banlieue nord.

Les machinistes de la RATP estiment évidemment être là pour faire leur travail, et pas pour se faire insulter ni agresser ! Et au dépôt de Gonesse, le ras-le-bol a provoqué la paralysie depuis le jeudi 27.

Les syndicats ont d'abord appelé à un débrayage d'une heure le lendemain, vendredi 28, sur tout le réseau. Il y en eut également dans le métro et le RER. Et comme Gonesse continuait la grève, les syndicats ont appelé au mouvement général du 2 novembre.

La direction qui dit *"partager l'émotion des machinistes"* déclare, dans un encart publicitaire paru dans les journaux, que *"la grève ne résout rien"*, et fait appel à la solidarité des usagers envers les machinistes. Mais elle agite aussi des menaces de sanctions contre les grévistes pour... non-respect du préavis !

Bien entendu toutes ces affaires d'agressions sont, selon l'expression convenue, des "problèmes de société" liés à la délinquance, au chômage, à la drogue, etc. ce qui est vrai, bien entendu, mais qui permet à la direction de dégager sa responsabilité. En général, dans ces cas-là, la direction parle de renforcer les effectifs de police, les patrouilles, etc., ce qui a l'avantage de ne rien coûter à la RATP, toujours obsédée par ses résultats financiers.

Ce genre de mesures ont déjà été prises à plusieurs reprises dans le passé. Cela ne dure qu'un temps, et les machinistes ont le sentiment que cela ne sert pas à grand-chose. C'est en tout cas ce que proposait à nouveau le Préfet du Val-d'Oise à une délégation de machinistes le 27 octobre. Et c'est ce qui résultera semble-t-il de l'entrevue entre Pasqua et le PDG de la RATP, Bailly, le 2 novembre.

Pourtant, si le problème de fond de la délinquance et du chômage dépasse évidemment et la direction de la RATP, et les travailleurs, il y a tout de même un certain nombre d'améliorations qui seraient possibles. Et d'abord des bus plus nombreux. Car lorsqu'ils sont trop rares, ils sont pris d'assaut aux heures de pointe, ce qui provoque énervement et bousculades (et prises à partie du machiniste qui n'y est pour rien !) et des usagers restent même parfois sur les trottoirs. Usagers comme conducteurs se passeraient bien de ces tensions et du climat d'agressivité qu'elles créent.

Et puis la présence d'un deuxième employé dans les bus, au moins à certaines heures et à certains endroits, serait bien le minimum. C'est ce que réclame la CGT pour les bus de nuit.

Seulement, tout ceci nécessiterait du personnel en plus, et la direction ne veut pas embaucher. Au contraire, la RATP n'a pas augmenté ses effectifs depuis des années, alors que de nouvelles lignes ont été prolongées ou créées. Elle préfère laisser à l'Etat le soin de la surveillance policière épisodique...

Il y aurait aussi les cabines "anti-agression" réclamées par les syndicats, mais que certains machinistes n'apprécient guère, car ils s'y sentent parfois enfermés comme dans des cages.

Quoi qu'il en soit, les machinistes ont raison de ne pas vouloir faire les frais de la crise et de la dégradation de la société. Et s'ils sont sans doute parfois victimes de l'insécurité, ils sont constamment victimes de la pingrerie de la direction.

Correspondant LO

CLECIM
Saint-Chamond - Loire

LES TRAVAILLEURS FACE À UN PLAN SÉVÈRE DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

■ Clecim, entreprise d'engineering qui emploie 920 salariés sur ses trois sites de Cergy (région parisienne), Montbrison et Saint-Chamond (Loire), avait décidé de réaliser 70 millions de francs d'économies, dont 50 sur la masse salariale. Le 15 septembre, la direction présentait pour cela, en CCE, un plan visant à fermer le site de Saint-Chamond. La réaction très vive des salariés lui faisait effectuer un pas en arrière et concéder le maintien de l'entreprise à Saint-Chamond.

Depuis, elle est revenue à la charge, en présentant un plan sévère de suppressions d'emplois. Il y en aurait 161 en tout, se répartissant entre départs à la retraite, en FNE et en licenciements, avec des mutations de certains salariés des deux sites de la Loire vers Cergy. Pour Saint-Chamond, l'effectif du site serait ramené de 366 emplois actuels à 247, soit 119 suppressions. Cela se ferait par le biais de 27 FNE ou départs en retraite, mais surtout par 47 mutations vers Cergy et 45 postes supprimés.

Ces nouvelles étaient remises à une intersyndicale des trois sites, réunie à Montbrison le mercredi 26 octobre. Ce fut un choc. Mais la plupart des syndicalistes venus de Saint-Chamond ne voulaient même pas y retourner tout de suite pour informer les salariés ! Les militants CFDT le firent seuls et bien évidemment, les réactions des travailleurs étaient hostiles à ce plan.

Le lendemain, l'assemblée générale fut assez houleuse, et difficile en particulier pour les responsables CGT et CGC. Ils se virent vertement reprocher de ne pas tenir les travailleurs informés. De plus, contre l'avis du responsable CGT et des deux CGC, pas mal de présents s'insurgèrent contre le plan de suppressions d'emplois et les mutations forcées. Ce plan fut finalement repoussé par le personnel, dans une motion votée à l'unanimité.

Toutes et tous ressentent comme une gifle ces mesures et personne ne veut les accepter. Reste à trouver les moyens de la riposte pour contrecarrer les intentions patronales.

Correspondant LO

Voir

Théâtre

CAPORAL TONNELIER

D'après *Les carnets de guerre 1914-1918* de Louis Barthas, adaptation de Philippe Orgebin et Adel Hakim

En 1914, Louis Barthas, 35 ans, tonnelier près de Narbonne, était mobilisé comme caporal. Il passa toute la guerre au front, connut la Somme, l'Argonne, Verdun, l'offensive allemande de 1918. Comme des millions d'hommes servant de chair à canon, il vécut pendant quatre ans dans la boue, au milieu des rats et des poux.

Louis Barthas était socialiste, il avait participé à la création d'un syndicat d'ouvriers agricoles dans son village. *"Toute ma vie, je resterai fidèle à mes principes de socialiste"*, écrit-il dans l'un de ses cahiers.

Durant toute la guerre, dans les tranchées de première ligne, ou à peine à quelques kilomètres en arrière dans les périodes de repos, Louis Barthas tint son journal, en utilisant n'importe quel papier, des feuilles disparates qu'il rapporta chez lui maculées de boue, rongées par les rats.

Après-guerre, Barthas rassembla ses souvenirs dans des cahiers d'écolier. Ce n'est que dans les années 1970 que Remy Cazals, historien local qui a consacré plusieurs ouvrages au mouvement ouvrier dans la région, a retrouvé ces cahiers, et les a fait publier aux éditions Maspéro.

Romans et études sur la Grande Guerre abondent, mais les témoignages directs de simples soldats sont rares, et encore plus ceux qui ont été rédigés directement dans les tranchées, et pendant toute la durée de la guerre. Que les Carnets aient été rédigés, en outre, par un ouvrier animé d'une véritable conscience socialiste les rend encore plus précieux.

C'est cet ouvrage (encore disponible en librairie, aux éditions La Découverte), que Philippe Orgebin et Adel Hakim ont décidé de porter sur scène. Après une tournée provinciale entamée en 1993, ils présentent leur spectacle au théâtre d'Ivry les 10, 11 et 12 novembre. D'autres représentations sont prévues en 1995, notamment à Nîmes, Blois, et en Lorraine.

Le metteur en scène Adel Hakim présente ainsi cette adaptation des *Carnets de Guerre* :

"Nous avons rencontré le petit-fils de Louis Barthas, qui nous a raconté comment son grand-père était devenu taciturne après guerre. Aussi a-t-il été stupéfait, en découvrant ses cahiers, comment cet homme qui ne parlait guère avait tant de choses à dire. Nous sommes partis de là. Nous avons reconstitué son atelier de tonnelier. Tout en construisant un tonneau, l'acteur raconte comment il a été, simple soldat parmi tant d'autres, manipulé par les maîtres de la guerre, arraché à sa famille, à son métier ; détourné de l'amour et du rêve, le cerveau lavé par la propagande nationaliste, sombrant dans le cauchemar des champs de bataille, anéantissant dans la tuerie les fragiles possibilités de notre civilisation de penser un monde meilleur.

Sa femme, attentive et impuissante, regarde la fêlure irréparable du tonnelier. Elle ne peut, pour le consoler, que jouer de l'accordéon et lui chanter des chansons d'amour. (...)

Le témoignage de Louis Barthas est exceptionnel. Cet homme avait à peine le certificat d'études, et pourtant il écrivait très bien, avec sensibilité et même poésie. Très peu ont su décrire la guerre comme ils l'ont vécue, comme l'a fait Barthas. Son récit montre qu'en un siècle, pas grand-chose n'a changé. A l'époque où politiciens et militaires prétendent faire des guerres "propres", "chirurgicales", on fait toujours la guerre dans la boue, ce sont encore des guerres de masse, comme au début du siècle. En aucun moment, en écoutant le texte du Caporal Tonnelier, le spectateur ne pense qu'il s'agit d'un temps révolu."

Lire

UN RÊVE ALGÉRIEN

Histoire de Lisette Vincent, une femme d'Algérie.

DE JEAN-LUC EINAUDI

C'est à la suite, dit-il, de la parution de son livre *Pour l'exemple* sur le militant communiste Fernand Yveton, condamné et exécuté en février 1957, que Lisette Vincent écrivit à Jean-Luc Einaudi pour lui faire part de son émotion.

Einaudi décida alors de raconter cette vie de militante communiste, née à Oran en 1908, qui rêva, dit-elle, *"à une Algérie où nous aurions vécu avec toutes ces populations mêlées, toutes ces cultures, ces coutumes si diverses qui étaient une véritable richesse"*.

Jeune fille issue du milieu de colons puritains du début du siècle, Lisette Vincent se révolta d'abord contre sa famille, ensuite contre les méthodes d'enseignement en général et enfin, malgré les préjugés de son milieu, devint communiste. Un cheminement peu banal pour cette époque et ce milieu, et qui accroche à lui seul le lecteur.

Institutrice à partir de 1928, Lisette se passionna pour son métier, pour les méthodes pédagogiques nouvelles de Freinet. En cherchant à associer des enfants arabes à qui l'école était interdite, elle se heurta à l'injustice de la société algérienne du début du siècle. Comme tout ce milieu d'instituteurs "progressistes" auquel elle appartenait, qui osaient avoir des élèves indigènes, elle devint la cible des milieux réactionnaires qui les rendirent même responsables de l'agitation des années trente en Algérie.

La vie de Lisette Vincent suivit à partir des années trente le cours tumultueux des événements politiques. Elle participa en effet aux événements de 1936 en Algérie, puis elle s'engagea dans les Brigades Internationales en 1938, prenant en charge une colonie d'orphelins.

Revenue en Algérie, elle milita au sein du Parti Communiste pendant la guerre, fut emprisonnée par le gouvernement de Vichy et même condamnée à mort. Après la guerre, elle fut expulsée du PC puis réintégrée. Enfin, elle se retrouva du côté du FLN pendant la guerre pour l'indépendance.

Toute sa vie, Lisette fut donc une femme combattante, et cela rend évidemment le récit de sa vie attachant. Mais son combat fut aussi dévoyé, rendu vain par les capitulations des dirigeants du PC – algérien comme français – face au colonialisme. Mais si Jean-Luc Einaudi le fait sentir, lui qui a su ajouter au récit de Lisette ses propres commentaires pour nous faire bien comprendre l'histoire de la colonisation de la région d'Oran, il s'arrête ici au côté combattant et nous livre en somme cette vie de militante telle quelle.

Cela n'aide pas à comprendre les méandres de la politique du PCA, le Parti Communiste Algérien, qui s'aligna d'ailleurs sur la politique du PCF stalinien. Reste que l'auteur a su communiquer son enthousiasme pour la femme dont il a retracé la vie.

Aline RETESSE

Un rêve algérien
de Jean-Luc Einaudi.
Ed. Dagorno. 110 F.

Voir notre article sur la politique du Parti Communiste Français pendant la guerre d'Algérie en page 4.

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

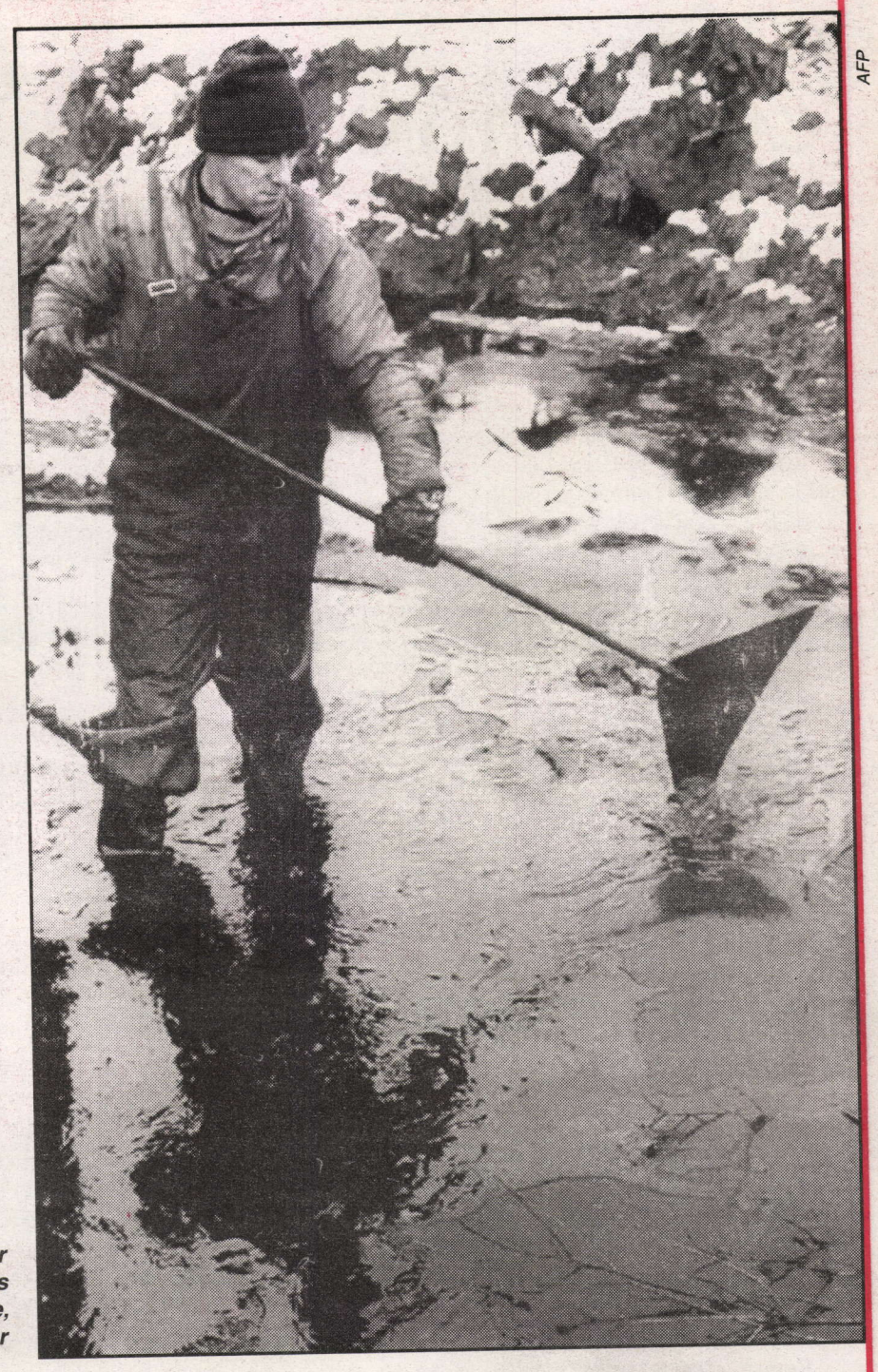
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Russie

LA CATASTROPHE PÉTROLIÈRE DU GRAND NORD



AFP

Un travailleur pataugeant dans un lac de pétrole, qu'il doit nettoyer

Quelle est l'ampleur de la fuite de l'oléoduc qui, fin août, a pollué le Grand Nord russe : 12 000 tonnes, comme l'affirment les autorités locales, ou 200 000 voire plus, comme l'estiment les responsables de Greenpeace qui ont révélé l'affaire ?

Le seul fait que personne ne sache exactement ni ne puisse avancer des données fiables, voilà qui est déjà révélateur de l'état dans lequel se trouvent, non seulement les oléoducs mais les réseaux de contrôle, d'information et de décision en Russie.

La catastrophe se serait produite fin août – même si elle n'a été révélée que ces jours-ci – dans la république des Komi, située sur le cercle polaire, et de là serait en train de gagner, via la rivière Petchora, la mer de Barentz, autrement dit l'océan Arctique. Evidemment, l'éloignement de tout, la dureté du climat (qui avaient d'ailleurs amené Staline à installer dans cette région des camps à régime sévère, dont le plus célèbre est celui de Vorkouta) n'ont pas arrangé les choses. Cela n'aide pas non plus à la mise en place des secours, face à une catastrophe qui menacerait de dépasser en ampleur celle de l'*Exxon Valdez*, ce navire pétrolier américain qui avait pollué les côtes d'une autre région du Grand Nord, l'Alaska.

Dans le cas russe, dit-on, le fait que les rivières commenceraient à être prises par les glaces gèlerait en même temps les problèmes... jusqu'à la débâcle du printemps prochain. On se rassure comme on peut, parce qu'évidemment rien ne dit que la situation ne va pas empirer d'ici là. Déjà, certains officiels ont reconnu que des dizaines de kilomètres d'oléoducs seraient à fermer de toute urgence (on aurait relevé... 23 fuites).

Seulement voilà, depuis des années, les autorités ne procèdent plus à aucun investissement, dans le pétrole pas plus qu'ailleurs. De l'argent, il n'y en a plus. Ou plutôt, quand il y en a ce n'est pas pour financer les investissements utiles, ni pour payer les mineurs de Vorkouta, dont les salaires accusent, bon an mal an, trois à six mois de retard de payement. L'argent, un peu comme le pétrole, disparaît dans les tuyauteries de la machine bureaucratique. Et dans le cas de la république des Komi, qui se veut "indépendante" comme la plupart des entités régionales russes, il y a fort à parier que, si dotations il y a eu pour entretenir les oléoducs, elles ont fait la fortune de bureaucrates et "hommes d'affaires" locaux. Les mêmes, probablement, qui ont la haute main sur KomiNeft, la société "nationale" qui distribue et commercialise le pétrole dans la région. Et pour ces gens-là, dans la région des Komi comme dans tout le reste de l'ex-URSS, qu'importe si la corne d'abondance fuit de toute part, ils en tirent toujours assez pour s'acheter des voitures de luxe, des appartements en Occident et y remplir "leurs" comptes en banque. Ce qui les préoccupe n'est pas d'assurer un minimum de continuité à la vie économique, ni de préparer l'avenir, mais de se servir au plus vite sans qu'il leur en coûte rien.

Le pétrole russe fournit une bonne illustration de cette situation : partout, les bureaucrates locaux surexploitent les champs d'extraction sans procéder au moindre investissement, ils vendent voire revendent illégalement ce pétrole, quitte à en priver des régions entières de l'ex-URSS. Quant aux compagnies pétrolières occidentales qui lorgnaient sur ce pétrole et qui avaient parfois obtenu des contrats apparemment mirobolants et pris au pied de la lettre les déclarations d'intention des autorités des Komi, de Tioumen ou d'Oufa quant à une modernisation de l'exploitation qui leur serait confiée, elles restent en fait spectatrices... et dépitées. Les révélations de Greenpeace, le bruit fait ici autour de la catastrophe écologique du Grand Nord russe, ne sont peut-être pas étrangers à cet intérêt des pétroliers occidentaux. Mais pour la population russe, menacée par le désastre économique autant que par le désastre écologique, ce n'est certes pas de là que peut venir le secours.

P. L.

LE BUDGET (1994 !) ENFIN VOTÉ ?

Eltsine et son Premier ministre Tchernomyrdine auraient réussi un exploit : celui de faire adopter le budget 1994 de l'Etat russe... avant la fin de l'année. C'était effectivement moins une.

Ledit budget fait d'ailleurs l'objet de maintes plaisanteries. Déjà, cet été, il avait été voté par la Douma, mais un mois plus tard le ministre des Finances avait déclaré ne pas avoir la moitié en caisse de ce qui serait nécessaire pour assurer, sinon la réalisation de ce budget, du moins les fins de mois. Exit donc le budget, on en a recalculé et revoté un autre. Lequel n'est d'ailleurs pas plus réaliste que le précédent. D'abord parce que cela fait dix mois que les entreprises publiques, les ministères, les transports, etc. tournent (il le faut bien !) et ont déjà depuis longtemps dépassé les dotations "autorisées". Ensuite, parce que les budgets successivement adoptés tablent sur des rentrées fiscales que l'Etat russe est incapable de percevoir, les bureaucrates de chaque région, de chaque grande ville retenant la majeure partie des impôts, le reste filant dans les caisses noires des différentes mafias. Et l'on voit mal comment cela pourrait changer quand, selon des officiels russes, en échange de 30 % des bénéfices, lesdites mafias promettent aux entreprises que les percepteurs (achetés par elles) ne viendront pas réclamer les 70 % de bénéfices qui, théoriquement, devraient revenir au fisc...

Après tout, le gouvernement russe peut bien adopter un budget ou un autre, en avance ou en retard (il a fait voter le budget 1995... presque en même temps que celui de l'année qui se termine). Il ne fait en cela que prendre exemple sur un Eltsine qui, lui, signe des centaines d'oukazes, de décrets par semaine... même s'il sait fort bien qu'ils ne sont jamais suivis d'effets et qu'il n'y a personne pour les faire appliquer !

P. L.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995